

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Numéro 69 | Janvier 2023

Kinshasa, RDC

EDITEUR RESPONSABLE

MATATA PONYO Mapon

SUPERVISION

LOKOTA ILONDO Michel – Ange
NTAGOMA KUSHINGANINE Jean-Baptiste

REDACTION

LUBAMBA NGIMBI Hector
MIDAGU KAJIMA Gabriel
MUYOMBO USENI Justin
WAULA LUZINGU Sacré

**CONCEPTION GRAPHIQUE
ET MISE EN PAGE**

MANZAMBI Moïse

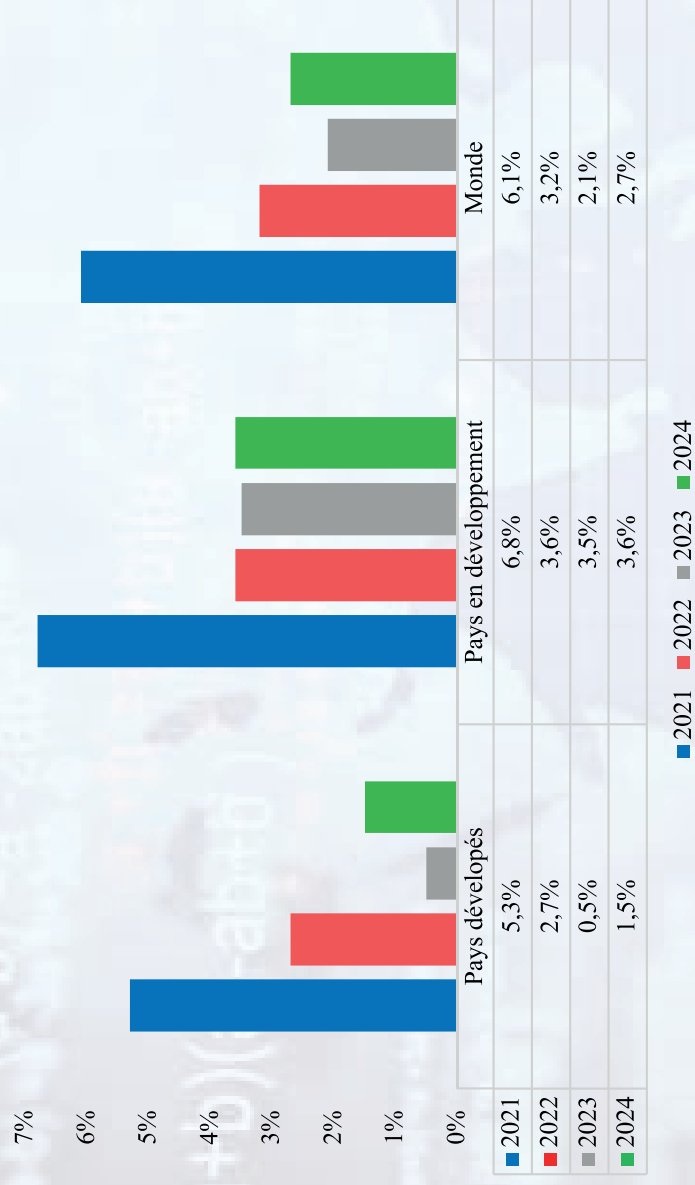
CONGO CHALLENGE
L E M E N S U E L

ÉVOLUTION DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

Numéro 69 | Janvier 2023

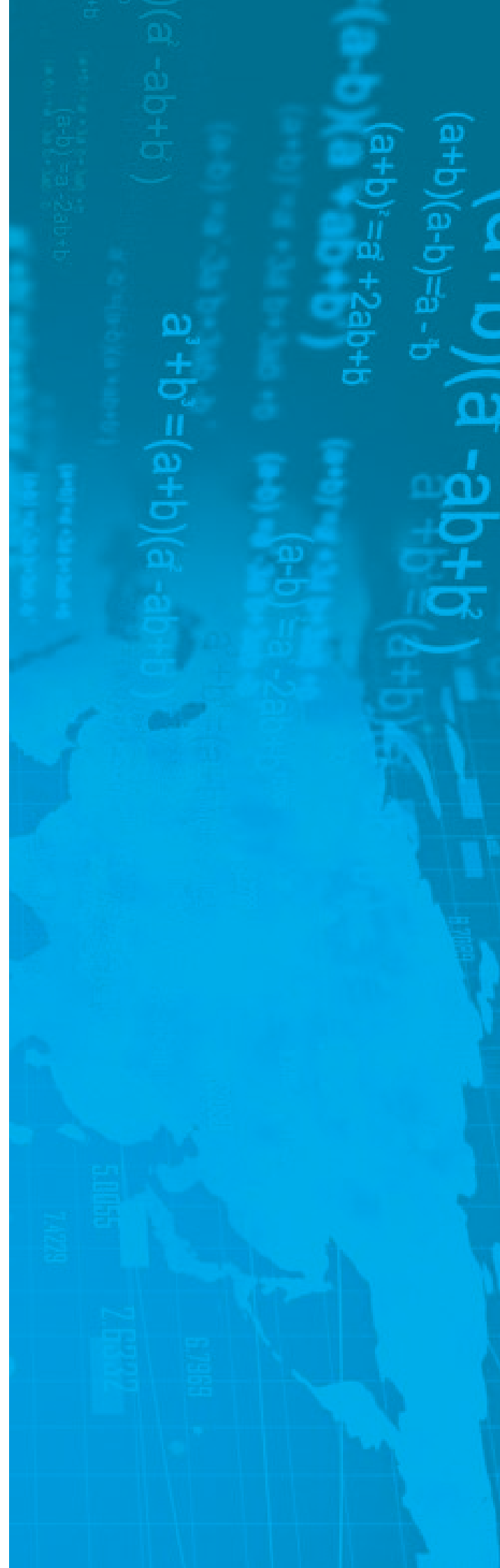
Kinshasa, RDC

Projections de la croissance économique dans le monde



Sommaire

Ce que je pense	6
Résumé exécutif	9
Contexte international	11
Croissance économique	11
Inflation	12
Marché financier	13
Marché des changes	15
Marché des produits stratégiques	17
Commerce international	19
Contexte national	21
Evolution de l'économie nationale	21
Activité économique	24
Dynamique des prix	26
Taux de change et réserves de change	27
Marché monétaire	28
Finances publiques	29
Evolution de la situation polique	30
Perspectives politiques et économiques	47





Matata Ponyo Mapon

Ce que je pense

La jeunesse congolaise, est-elle réellement l'avenir de ce pays !

Ce que je pense est que la jeunesse est effectivement l'avenir d'un pays. Le cycle de la vie est ainsi fait. On naît un jour, c'est le point de départ. On meurt un autre, c'est la fin de course. Entre les deux points, il y a la vie avec ses différentes tranches d'âges. La jeunesse, la tranche la plus belle, parfois la plus insouciant, court de la naissance jusqu'à 24 ans environ. On est généralement pris en charge par les parents. Puis intervient l'âge adulte jusqu'à 74 ans. C'est la tranche la plus responsable et la plus productive de l'être humain. Enfin, survient la vieillesse qui conduit à la mort. Elle est marquée par la baisse drastique de la force productive, mais aussi et surtout par la survenance de la sagesse tirée de l'expérience des hauts et des bas de deux précédentes périodes. Personne, quels qu'en soient les moyens et le pouvoir, ne peut se soustraire de cet intraitable cycle qui ne permet pas à un être humain d'être professionnellement très actif au-delà de 74 ans. L'âge de la retraite est même fixé à un maximum de 65 ans dans plusieurs pays à travers le monde. Toutefois, on peut encore travailler pour son propre compte ou en politique jusqu'à 80 ans, voire 90 et au-delà selon l'espérance de vie de pays. Mais, le rendement humain est de loin inférieur à celui d'un jeune ou d'un adulte en dessous de 75 ans. Au-delà de cet âge, on peut se forcer de travailler, mais on est vite rattrapé par la loi de rendements décroissants et de la dégénérescence des organes. Bien plus, les risques d'accident cardio-vasculaires s'accroissent. Certains Présidents de la République âgés de plus de 80 ans se sont écroulés en pleine cérémonie officielle. D'autres n'ont pas pu reconnaître l'auditoire auquel ils s'adressaient dans une conférence de haut niveau. C'est dire que l'âge adulte est la meilleure période au cours de laquelle l'être humain est en mesure d'offrir à l'humanité le meilleur de lui-même en termes de réflexion, d'imagination, d'invention, d'initiative, de travail et de production.

Voilà pourquoi, la jeunesse constitue l'avenir d'un pays, voire de l'humanité, parce qu'elle est la seule, telle est l'évidence, à pouvoir entrer dans l'âge adulte, la plus longue tranche de vie d'un être humain sur terre, soit près de 50 ans.

Ce que je pense est que la jeunesse doit être **préparée** pour qu'elle soit en mesure de jouer efficacement et pleinement son rôle. Et l'**éducation** est la seule voie pour y arriver. Une jeunesse éduquée dispose de toutes les capacités **intellectuelles** et **humaines** pour affronter les principaux défis de la vie ; Cette dernière pouvant être considérée, à juste titre, comme un processus au cours duquel l'homme trouve continuellement des solutions aux différents problèmes qu'il rencontre pour son mieux-être et celui de ses semblables. Voilà pourquoi l'essentiel du temps de la jeunesse est consacré à l'éducation. Deux types d'éducation se juxtaposent à cet effet. L'éducation sociale ainsi que l'éducation à l'école primaire et secondaire, puis à l'université. La première commence dès le bas âge et se passe en famille. Elle transmet les valeurs qui guident la vie d'un être humain sur la terre comme le travail, l'honnêteté, la discipline, la constance, la culture, le respect, la persévérance, la loyauté, l'amour, la bonté, l'humilité, la lecture, etc. Ce type d'éducation se poursuit jusqu'à ce que le jeune quitte la maison, généralement entre 18 et 25 ans. Il est martelé, par exemple, à un japonais, dès son bas âge, que l'on n'arrive jamais en retard à une rencontre. **La ponctualité étant considérée comme un signe de respect à soi-même et aux autres.** La deuxième éducation, pour rappel, est scolaire et universitaire. Pendant près de 18 ans, l'homme acquiert des connaissances dans tous les domaines de la vie sur terre. Il apprend à lire et écrire, à réfléchir, à découvrir et comprendre le monde, à l'exploiter et à le façonner.



Les différentes inventions et découvertes sur terre procèdent essentiellement de cette deuxième éducation qui donne à l'homme les capacités intellectuelles de se poser toute sorte des questions et d'y répondre en vue de rendre sa vie davantage agréable. Cette éducation est la première qui dote l'homme des valeurs indispensables à la vie sociale et forme le binôme magique qui permet à la jeunesse d'être utile à la société. Donc, chaque pays se doit de s'assurer de la qualité de ces deux types d'éducation au profit de sa jeunesse.

Ce que je pense est que les jeunes de la plupart des pays en développement sont de plus en plus **mal préparés** à prendre la relève de la gestion tant publique que privée de leurs entités territoriales. Celles-ci sont contraintes à ne jamais aspirer au cercle réduit des pays développés, encore moins à celui des économies émergentes. S'agissant de l'éducation sur les valeurs, la plupart des familles, sous le poids de crise socio-économique multiforme, semblent l'avoir abandonnée croyant qu'elle sera prise en charge par les pouvoirs publics à l'école. Ces derniers, au nom d'une certaine laïcité mal comprise, ont exclu des programmes scolaires et universitaires, la formation à l'éducation de la vie. Les cours de civisme et de religion ont été supprimés. La conséquence est que les jeunes rentrent dans la vie active avec un déficit chronique des principales valeurs, pourtant indispensables pour leur réussite. Ils y arrivent parfois avec des anti-valeurs. En ce qui concerne l'éducation scolaire et universitaire, sa qualité ne fait que baisser alors que les défis s'accroissent au regard des enjeux mondiaux de plus en plus complexes. Les certificats d'études et diplômes supérieurs ou universitaires ont davantage des valeurs plutôt symboliques. Ce ne sont que de parchemins ! Du coup, on se trouve devant une jeunesse qui n'a pas suffisamment de valeurs et de compétences

intellectuelles pour affronter les principaux défis du développement. Une jeunesse qui ne croit plus aux vertus du travail, qui adore l'enrichissement facile et considère la fraude et la corruption comme des facteurs clés de la réussite dans la vie. Une jeunesse qui croit que le secteur public est le meilleur secteur de production de richesse en lieu et place du secteur privé comme reconnu universellement. Dans ces conditions, la jeunesse ne constitue pas l'avenir d'un pays. Au contraire, elle devient un danger, mieux un facteur du sous-développement. La majeure partie de la jeunesse congolaise semble être classée dans cette catégorie où les politiciens ont des émoluments faramineux et disproportionnés qui n'ont de référence nulle part dans le monde. Dans cette catégorie où seuls les services et administrations publics offrent les meilleurs avantages financiers que dans le secteur privé. Dans cette catégorie où la ruse, l'inconstance et la transhumance constituent le meilleur mode de vie. Ainsi, il est désormais facile de voir dans le pays, des jeunes sortis fraîchement de l'Université devenir chefs des partis politiques sans aucun projet de société, être élus députés nationaux ou provinciaux sans aucune idéologie politique, ou encore être élus sénateurs sans aucune expérience et sagesse. Personne ne veut plus rentrer dans le secteur privé où l'exercice de la profession devient un calvaire au regard de tracasseries administratives de toute nature et de la surtaxation au profit des fonctionnaires de l'Etat et des acteurs politiques. **C'est l'inversion des valeurs.** Le secteur public, moins productif, mais régulateur et incitatif, est prisé tandis que le secteur privé, plus productif et moteur de l'économie, est délaissé. **En définitive, lorsque la jeunesse est prise dans son propre piège et ne constitue plus l'avenir d'un pays, il s'ensuit que le développement n'est plus possible.**

Résumé exécutif

Situation économique

- **Au niveau international**, les perspectives économiques mondiales indiquent que la croissance de l'activité économique ralentira à 2,1% en 2023, alors qu'elle s'est évaluée à 3,2% en 2022. Face à cette décélération, il devient indispensable d'implémenter des réformes globales sur les investissements capables de stimuler et soutenir la croissance économique mondiale.
- S'agissant de l'inflation, les prévisions de l'OCDE indiquent qu'elle s'atténuera au cours de l'année 2023, mais restera nettement supérieure aux niveaux pré-Covid. Par conséquent, la politique monétaire devra s'employer pour rétablir la stabilité des prix et la politique budgétaire sera appelée à atténuer les pressions sur le coût de la vie.
- Au cours du mois de janvier 2023, les indices boursiers se sont soldés par des tendances haussières. Ces gains sur les marchés boursiers s'expliquent par la dépréciation de la devise américaine, laquelle a stimulé la demande pour les actifs boursiers.
- Sur le marché international des changes, le dollar américain a continué de se déprécier face à l'euro et la livre sterling durant ce mois de janvier 2023, en raison du déficit de la balance courante des États-Unis et du caractère agressif de la politique monétaire de la BCE pour contenir l'inflation. En Asie, le yen japonais et le yuan chinois se sont aussi appréciés vis-à-vis du billet vert.
- En ce qui concerne les matières premières, les cours du cuivre ont franchi la barre de 9 000 USD la tonne métrique. Les prix de l'or ont poursuivi leur ascension, suite à l'effondrement de la devise américaine. Sur le marché du pétrole brut, les cours ont légèrement augmenté, au regard de l'assouplissement des mesures sanitaires en Chine.
- Avec la projection d'un ralentissement de l'activité économique mondiale en 2023, il faut s'attendre à ce que ces sombres perspectives impactent négativement l'évolution du commerce international. Les statistiques de l'OMC renseignent que le volume du commerce des marchandises devra croître de 1,0% en 2023, alors la croissance enregistrée en 2022 était de l'ordre de 3,5%. Les politiques de durcissement monétaire et l'imprévisibilité du conflit russo-ukrainien devraient aggraver la nature pessimiste de ces perspectives commerciales.
- **Au niveau national**, contrairement au mois précédent, le cadre macroéconomique s'est détérioré. En effet, la monnaie nationale s'est légèrement dépréciée de 0,59% sur le marché interbancaire, les réserves de change ont baissé de 4,55% en valeur brute et de 12,21% lorsque l'on considère la couverture des importations (en mois). De plus, l'économie nationale a enregistré des variations positives des taux d'inflation comparativement au mois précédent. L'inflation en glissement annuel s'est établie à 15,47% à la quatrième semaine du mois de janvier 2023 contre 13,33% en décembre 2022. L'inflation annualisée s'est établie à 38,63% contre 13,13% le mois précédent. Ce qui induit des variations de 17,77% et 194,12% pour l'inflation en glissement annuel et l'inflation annualisée respectivement entre fin décembre 2022 et la quatrième semaine de janvier 2023.
- Du côté des finances publiques, le Trésor public a enregistré, à la quatrième semaine du mois de janvier 2023, un déficit de 140 937,00 millions de CDF. Ce déficit résulte d'un niveau de dépenses de 1 150 739 millions de CDF contre de recettes de 1 009 802,00 millions de CDF. Toutefois, il convient de signaler que les données disponibles se rapportent à la quatrième semaine du mois et pourraient évoluer à la clôture du mois, notamment avec la poursuite de l'opération de paie des fonctionnaires.
- Enfin, l'actualité économique du mois de janvier 2023 a été marquée par plusieurs faits notables. Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous : (i) la validation par le gouvernement du plan de relance de la MIBA de plus de 450 millions USD ; (ii) l'enregistrement par Equity-BCDC d'un écart de 11 millions USD dans son compte d'espèces en transit ; et (iii) l'annonce par le Ministre des Finances de la mise en place d'une carte d'identité avec un identifiant fiscal.



Situation politique

Le mois de janvier 2023 a été particulièrement marqué par les faits politiques ci-après : (i) le bilan de 4 ans du Président Felix Tshisekedi ; (ii) la persistance de l'insécurité dans le Nord-Kivu ; et (iii) le processus électoral.

C'est depuis le 20 janvier 2019, quatre ans jour pour jour depuis que Félix Tshisekedi Tshilombo a été confirmé Président élu pour un mandat courant jusqu'en décembre 2023. A cet effet, dans la perspective électorale, plusieurs personnes ont profité de cette occasion pour évaluer ce mandat à mi-mandat.

Sur le plan sécuritaire, les rebelles du M23, dont les appuis du Rwanda se sont renforcés au courant de ce mois de janvier, ont maintes fois violé le cessez-le-feu, allant jusqu'à la prise de la cité de Kitchanga, raison du déplacement des populations fuyant les combats.

Sur la question électorale, l'opération d'identification et d'enregistrement des électeurs débutée avec beaucoup des difficultés en décembre 2022, a soulevé plusieurs questions dans différents états-majors des partis politiques.

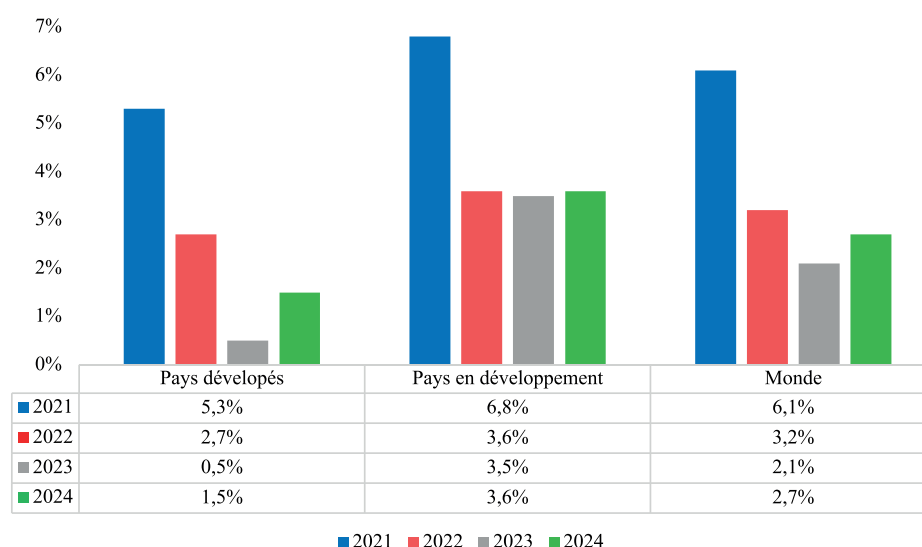
1. Contexte international

I.1. Croissance économique

Les perspectives économiques de la Banque Mondiale indiquent que la croissance de l'activité économique est appelée à ralentir à 2,1% en 2023, alors qu'elle s'est évaluée à 3,2% en 2022. Cette décélération devrait s'opérer sous l'effet de l'inflation, de la hausse des taux d'intérêt, de la diminution des investissements et des

perturbations causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'on peut donc conjecturer un impact négatif au niveau des secteurs de l'éducation et de la santé, mais aussi en matière de réduction de la pauvreté et des inégalités.

Figure 1 » PROJECTIONS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE



Source : Banque Mondiale.

La Figure 1 révèle que les économies avancées devront expérimenter une récession assez profonde en 2023, alors que les économies émergentes seront plutôt dans une situation de stagnation au cours de cette même année. Face à cette décélération quasi-généralisée de l'activité économique, la relance de l'économie mondiale dépendra d'une bonne calibration des

politiques monétaires et budgétaires, du déroulement de la guerre en Ukraine, mais aussi des perspectives de croissance en Chine. Par ailleurs, la mise en œuvre des réformes globales sur les investissements devrait également concourir à la stimulation d'une croissance économique forte et soutenue dans le monde.

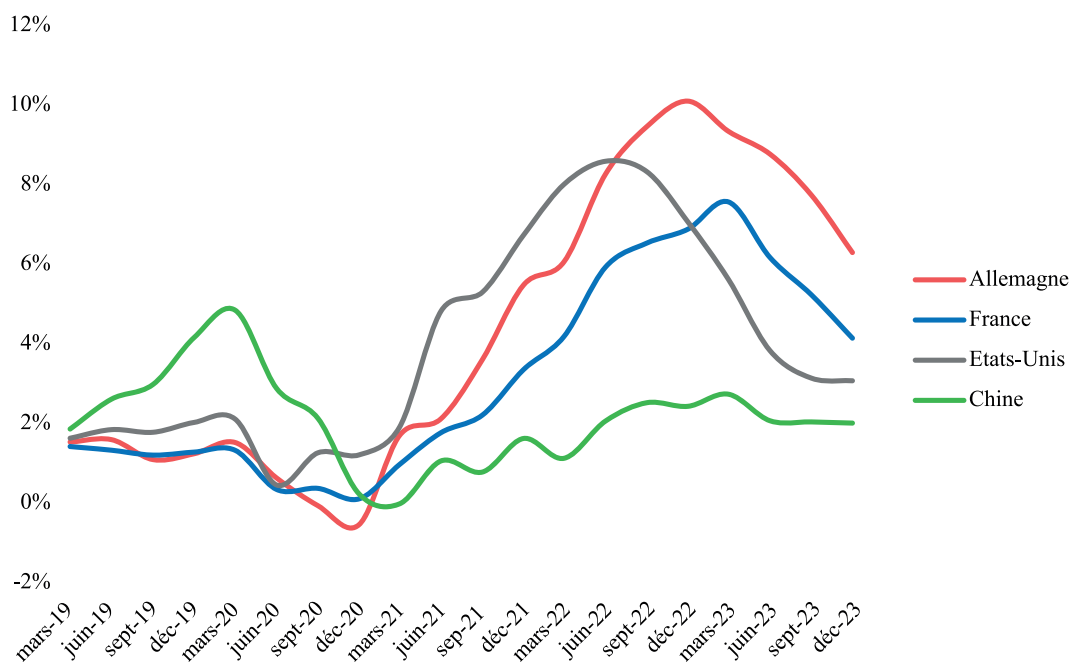


I.2. Inflation

Après les niveaux records atteints durant l'année 2022, la dynamique haussière de l'inflation est appelée à s'atténuer au cours de l'année 2023. L'anticipation d'une baisse de la demande des produits manufacturés ainsi que les efforts d'amélioration des chaînes

d'approvisionnement mondiales figurent parmi les facteurs susceptibles d'expliquer ce processus de désinflation. Toutefois, projeté à 6,4% selon les statistiques de l'OCDE, le taux d'inflation mondial est encore loin de retrouver son niveau prépandémique.

Figure 2 » PRÉVISIONS DU TAUX D'INFLATION DANS LE MONDE



Source : OCDE.

À la suite des tendances à la hausse observées entre 2021 et 2022, la Figure 2 renseigne que ces pressions sur les prix devront s'amortir à partir de 2023, bien que nettement supérieur aux cibles des banques centrales. Les politiques de relèvement des taux, entraîneront une augmentation du coût des emprunts pour les entreprises et épongeront

les ressources financières des ménages. Il y a donc nécessité que la politique monétaire continue de s'employer à rétablir la stabilité du niveau général des prix, et que la politique budgétaire s'attache à soulager les tensions sur le coût de la vie que subissent les populations les plus vulnérables à la détérioration du pouvoir d'achat.



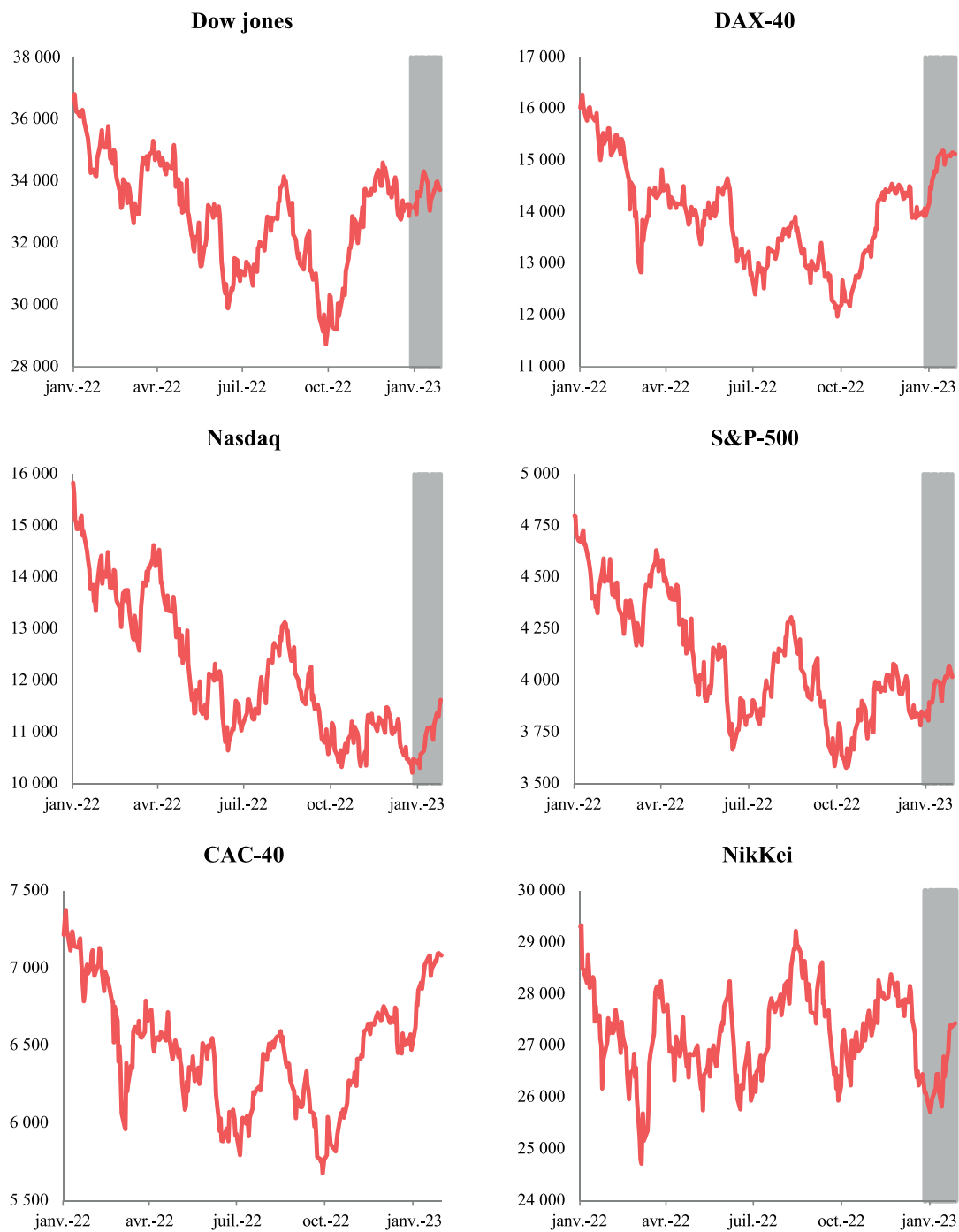
I.3. Marché financier

Après la chute affichée au cours du mois précédent, les marchés boursiers ont amorcé une ascension durant ce mois de janvier 2023. Sur le Wall Street, le Dow Jones, le S&P-500 et le Nasdaq ont respectivement atteint à la dernière semaine de janvier 2023 des niveaux de 34 302 points, 4 071 points et 11 513 points. Le constat est le même du côté du continent européen. Sur la bourse de Paris, le CAC-40 a frôlé un pic de près de 7 082 points ; et sur la bourse de Francfort, le pic a effleuré une valeur d'environ 15 182 points pour l'indice le DAX-40. La bourse de Tokyo a également été caractérisée par cette même dynamique haussière, l'indice japonais Nikkei ayant augmenté jusqu'à un niveau de près de 27 433 points en fin janvier 2023.

Ces gains sur les indices boursiers s'expliquent par les pressions à la baisse exercées sur la devise américaine. En effet, la dépréciation du dollar américain conduit les investisseurs privés à rechercher d'autres actifs refuge afin de se prémunir contre l'érosion monétaire. Parmi ces actifs alternatifs, l'on cite les actifs boursiers. La demande sur les marchés financiers se serait donc accrue en raison des spéculations des opérateurs pour préserver leur pouvoir d'achat. Toutefois, il y a lieu de penser que cette dynamique n'est que temporaire. Les mesures de durcissement monétaire prônées par les banques centrales devraient se poursuivre durant tout le premier trimestre 2023. Ainsi, aussi longtemps que cette politique de resserrement agressif se consolidera, il faudrait s'attendre de manière continue à de piètres performances sur les marchés boursiers.



Figure 3 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX INDICES BOURSIERS



Source : Macrotrends.



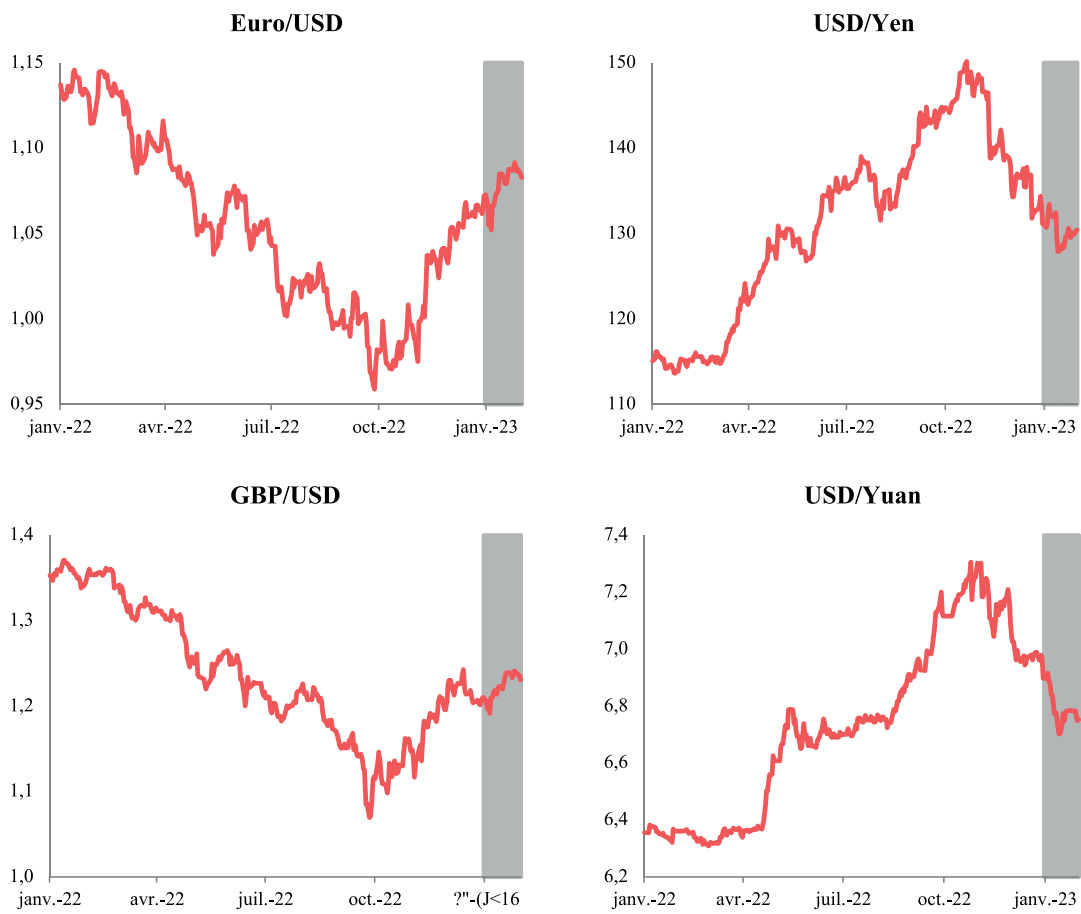
I.4. Marché des changes

Tout comme pendant le dernier trimestre 2022, ce mois de janvier 2023 a été marqué par la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro et la livre sterling. À la clôture du mois, la devise européenne s'est évaluée à 1,09 EUR/USD, alors que la devise britannique a atteint un pic de 1,25 GBP/USD. Au moins deux facteurs peuvent expliquer cet effondrement du billet vert : (i) le déficit de la balance courante américaine, reflétant la détérioration de la santé économique des États-Unis ; et (ii) le comportement belliciste de la Banque Centrale Européenne en ce qui concerne les rendements obligataires pour lutter contre l'inflation.

Du côté du continent asiatique, le yen japonais s'est considérablement apprécié face au dollar américain, suite à l'ajustement à la hausse des taux obligataires par la Banque du Japon. Ce changement de politique aurait permis d'attirer des capitaux étrangers, et donc de stimuler la demande de la monnaie japonaise, ce qui a par ricochet exercé un effet négatif sur la devise américaine. Dans le même temps, le yuan chinois a également conforté sa position vis-à-vis du dollar américain. Avec la levée des restrictions sanitaires, il est anticipé une reprise de l'activité manufacturière en Chine, laquelle aura un grand impact sur les exportations de la Chine et la devise chinoise.



Figure 4 » ÉVOLUTIONS JOURNALIÈRES DES PRINCIPAUX COURS DE CHANGES



Source : Macrotrends.

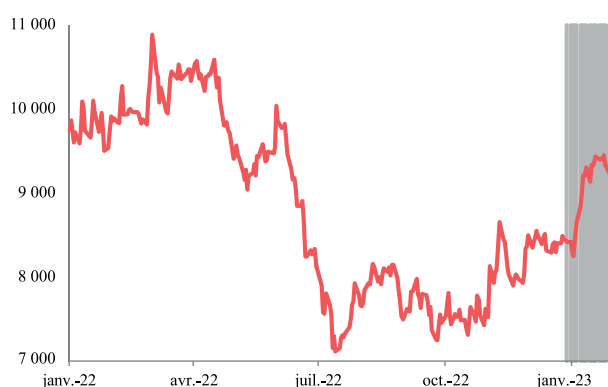


I.5. Marché des produits stratégiques

- Cuivre

Après avoir stagné le mois précédent au tour d'une moyenne de 8 400 USD la tonne métrique, les cours du cuivre sont repartis à la hausse durant le mois de janvier 2023. À la quatrième semaine du mois, les prix du métal rouge ont sensiblement dépassé la limite symbolique de 9 000 USD la tonne métrique. Ce regain de fermeté peut être attribué à l'assouplissement des restrictions sanitaires en Chine. En effet, la levée des mesures de confinement devrait occasionner la relance de l'activité manufacturière chinoise, étant donné que ce secteur est l'un des principaux débouchés des matières premières au niveau mondial. Toutefois, les risques de récession qui continuent de planer sur l'économie mondiale devraient limiter l'augmentation des prix en-dessous de la barre de 10 000 USD d'ici la fin du premier semestre 2023.

Figure 5 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DU COURS DU CUIVRE (EN USD PAR TONNE)



Source : Macrotrends.

- Or

Entamée durant le mois de novembre 2022, l'augmentation des prix de l'or s'est poursuivie au cours de ce mois de janvier 2023. À la clôture du mois, le métal jaune s'est évalué à près de 1 945 USD l'once. La dépréciation de la devise américaine serait à l'origine de cette montée des cours. En effet, l'effondrement du billet vert a augmenté le coût d'opportunité de la détention de lingots d'or, et a par ricochet stimulé l'attractivité du métal jaune. En vertu de la corrélation négative existant entre le dollar américain et le métal jaune, il s'est donc observé un regain en faveur de l'or en tant que valeur refuge, comme pour les actifs boursiers (cf. sous-section 3).

Figure 6 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DU COURS DE L'OR (EN USD PAR ONCE)



Source : Macrotrends.

- Pétrole

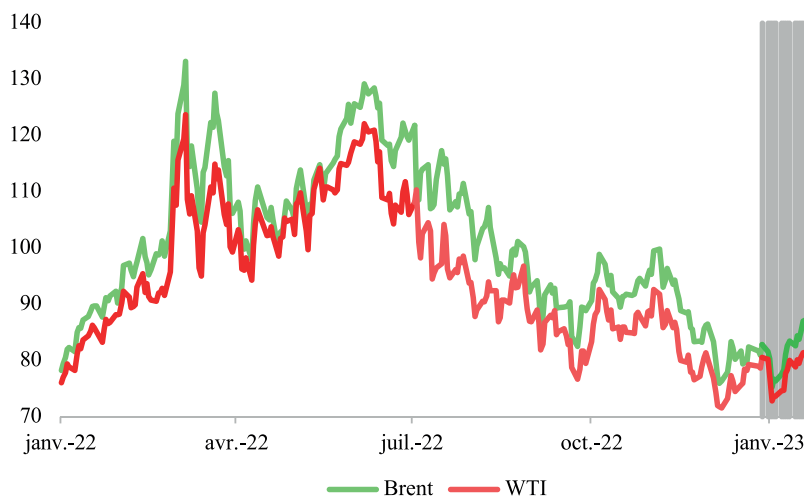
Le mois de janvier 2023 a été caractérisé par une légère accélération des prix du pétrole brut, aussi bien sur le marché américain (WTI) que sur le marché européen (Brent). À la clôture dudit mois, les cours se sont évalués à 87,5 USD et 81,6 USD le baril respectivement pour le Brent et le WTI. Cette hausse serait tributaire des perspectives d'une augmentation considérable de la



demande de pétrole chinoise, suite à la modération de sa politique anti-Covid. De plus, le niveau relativement faible des stocks dans les pays occidentaux pourrait entraîner un restockage progressif susceptible de soutenir légèrement les prix. Il faudrait attendre

la prochaine réunion des pays de l'OPEP+ pour clarifier la dynamique de long terme sur le marché, particulièrement en ce qui concerne la politique de plafonnement sur l'offre de l'or noir.

Figure 7 » ÉVOLUTION JOURNALIÈRE DES COURS DU PÉTROLE (EN USD PAR BARIL)



— Brent — WTI

Source : Macrotrends.





I.6. Commerce international

Au courant de l'année 2023, il est projeté un ralentissement de l'activité économique au niveau mondial. Si les perspectives de croissance de l'économie mondiale ne cessent d'être revues à la baisse, cela impactera indubitablement la dynamique du commerce international. Les statistiques de l'Organisation Mondiale du Commerce

(OMC) indiquent que le volume du commerce des marchandises devra croître de 1,0% en 2023, alors la croissance enregistrée en 2022 était de l'ordre de 3,5%. Parmi les facteurs mis en évidence pour expliquer cette récession, l'on note la hausse des prix de l'énergie, le durcissement des conditions financières, et l'incidence des tensions géopolitiques en Ukraine.

Figure 8 » CROISSANCE TRIMESTRIELLE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX



Source : CNUCED.

De l'examen de la Figure 8, il ressort que la demande d'importations devrait faiblir sous l'effet du ralentissement des grandes économies. En Europe, l'augmentation des prix de l'énergie résultant de la guerre russo-ukrainienne entraînera une compression des dépenses des ménages et une augmentation des coûts dans le secteur manufacturier. En Amérique du Nord, le resserrement de la politique monétaire aura des répercussions sur les dépenses sensibles aux taux d'intérêt dans les domaines du logement, de l'automobile et de l'investissement en capital fixe. En Asie, la recrudescence de la Covid-19 occasionnera la diminution de sa demande en minerais stratégiques,

étant la première industrie de la planète. Enfin, le gonflement des factures d'importation des produits alimentaires en Afrique et en Amérique latine pourrait se traduire par une insécurité alimentaire et un surendettement au sein de ces économies en développement. Si ces facteurs inhibiteurs se consolident le long de l'année 2023, les prévisions pessimistes de l'OMC pourraient faire l'objet d'une nouvelle révision à la baisse à mi-parcours, étant donné l'incertitude relative à l'évolution de la politique monétaire dans les économies avancées, mais aussi au regard de la nature imprévisible des actions russes dans le conflit contre l'Ukraine.



2. Contexte national

II.1. Evolution de l'économie nationale

L'actualité économique du mois de janvier 2023 a été marquée par plusieurs faits notables. Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous : (i) la validation par le gouvernement du plan de relance de la MIBA de plus de 450 millions USD ; (ii) l'enregistrement par Equity-BCDC d'un écart de 11 millions USD dans son compte d'espèces en transit ; et (iii) l'annonce par le Ministre des Finances de la mise en place d'une carte d'identité avec un identifiant fiscal.

1. Validation par le gouvernement du plan de relance de la MIBA de plus de 450 millions USD

La Société Minière de Bakwanga (MIBA) a été constituée le 13 décembre 1961 en tant que Société Congolaise Par Actions à Responsabilité Limitée. C'est suite à l'harmonisation de ses statuts au droit OHADA, qu'elle est devenue Société Anonyme (MIBA SA), à partir du 12 septembre 2014. Son capital social est reparti à concurrence de 80 % pour l'Etat Congolais et de 20 % pour SIBEKA, Société Anonyme de droit belge. Son exploitation industrielle est concentrée sur une superficie de 74,76 km² couvrant les droits d'exploitation détenus par la MIBA (soit 7 permis d'exploitation) et situés principalement au polygone minier à Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental sur une superficie totale de 753,58 km² (soit 23 permis d'exploitation). Elle détient en outre des droits exclusifs de recherche dans les deux provinces du Kasai et dont les titres couvrent une superficie de 14.943,58 km² (soit 50 permis de recherche).

Par les ressources qu'elle procurait à l'Etat sous forme d'apports en devises et sous forme d'impôts et taxes, la MIBA avait occupé une place importante dans l'économie dans le passé. Sur le plan provincial, ses activités constituaient l'ossature de la vie économique et sociale du Kasai. Son vaste complexe industriel était entouré de réalisations qui dans le domaine social répondaient aux besoins de son personnel et de leurs

familles (près de 30.000 personnes) ainsi qu'à ceux de la population du Kasai-Oriental.

Cependant, suite à la mauvaise gouvernance, le délabrement de ses installations, les détournements et le pillage des ressources, notamment durant les guerres du Congo (1997 et 2003), l'entreprise a inexorablement baissé en activité. Et Mbuji-Mayi, la "capitale du diamant" congolais, une ville construite par la MIBA a perdu de son éclat. Au début des années 2000, la MIBA produisait en moyenne six millions de tonne de diamants par an. Mais lors de la crise financière de 2008, criblée de dettes et touchée par la chute des cours, l'entreprise a été obligée d'arrêter totalement ses activités. Elle a dû attendre 2011 pour pouvoir redémarrer. C'est en 2020, qu'un audit gouvernemental a relevé d'importants dysfonctionnements au sein de l'entreprise poussant le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, à limoger le conseil d'administration et à débloquent cinq millions de dollars pour "remettre à flot cette société qui hier encore constituait la fierté de toute la nation". La direction technique de la MIBA a indiqué que la somme injectée n'était pas suffisante pour assurer la relance des activités de la mine. Sur les cinq millions reçus, trois ont servi à la réhabilitation de l'usine de traitement du diamant de Disele et à l'achat d'une usine complète et neuve de traitement de diamant d'une capacité de 200 tonnes par heure. Mais cette nouvelle usine de fabrication chinoise attend encore dans des conteneurs d'être installée. Le Directeur Technique avait souligné que même étant opérationnelle, l'exploitation en cours est à un minimum.

C'est face à tous les éléments susmentionnés qu'il était nécessaire de réfléchir sur les modalités permettant la relance des activités de la MIBA afin qu'elle joue à nouveau un rôle important sur le développement de l'économie nationale ainsi que de la région du Kasai. C'est dans ce contexte que s'inscrit le Plan de relance de la MIBA.

Pour mémoire, ce Plan est évalué à quatre cent cinquante millions de dollars américains et a été élaboré l'année dernière par le Comité de pilotage de la réforme des entreprises du portefeuille de l'Etat (COPIREP), en collaboration avec le Conseil présidentiel de veille stratégique (CPVS) et le Conseil d'administration de la MIBA.

C'est au cours de l'atelier du 06 janvier 2023 relatif à la restitution et validation du plan de relance de la MIBA, présidé par la ministre du portefeuille, que ledit Plan a été validé.

D'après le ministre du portefeuille, sur les quatre cent cinquante-trois millions de dollars fixés pour la relance de la MIBA pour une période de 5 ans, cent quarante-neuf (149) millions seront décaissés en première phase. La ministre a indiqué que, à côté de cette enveloppe, un plan d'investissement de plus de cent soixante (160) millions de USD a aussi été validé pour accompagner la relance de l'entreprise pendant 3 ans. Trente-cinq millions de USD de ce plan d'investissement seront décaissés au cours de la première année.

La ministre a souligné la nécessité d'une mise en œuvre effective des recommandations adoptées lors de l'atelier sus-évoqué afin d'assurer réellement la relance de la MIBA.

Toutefois, quand bien même que l'initiative est louable et pertinente, il y a lieu d'indiquer qu'il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de gestion et de contrôle appropriés afin de s'assurer que les fonds dédiés à ce projet serviront réellement à la relance des activités de la MIBA afin d'éviter les détournements des fonds quasi systématiques dans la réalisation des projets de l'Etat.

2. Enregistrement par Equity BCDC d'un écart de 11 millions USD dans son compte d'espèces en transit

En date du 05 janvier 2023, Equity BCDC, banque née de la fusion entre Equity Bank Congo (anciennement Procredit Bank Congo) et la BCDC (la plus ancienne banque du pays établie en 1909), a indiqué avoir enregistré un écart de 11 millions d'USD dans son compte d'espèces en transit¹.

La direction générale d'Equity BCDC a indiqué que, au cours de deux dernières années, la banque s'est concentrée sur une transformation technologique majeure, la fusion de deux banques (Equity Bank Congo et BCDC), l'harmonisation des politiques et procédures ainsi que l'intégration culturelle en vue de créer la plus grande et inclusive banque en RDC.

C'est au cours de cette intégration progressive que la banque a enregistré un écart dans le compte d'espèces en transit de l'ordre de 11 101 970 USD et 172 500 000 CDF. Cet écart de fonds significatif représente près de 3% de fonds propres et 0,3% du total Actif de l'institution financière. A cet effet, du point de vue comptable, il s'agit d'une perte de fonds étant donné que le solde réel constaté dans ce compte ne correspond pas au solde dégagé par les écritures comptables.

Cette perte pourrait être occasionnée de diverses manières, notamment par fraude, erreur de commission ou d'omission, défaut d'écriture comptable ou encore par le non rattachement correct des comptes, etc.) surtout au moment de la fusion de deux banques.

1. Le compte d'espèces en transit, en des termes simples, est un compte centralisé qu'une banque utilise en interne pour faire passer les fonds et les orienter vers leurs comptes de destination finale. Ce compte transitoire qui enregistre les mouvements d'espèces au sein d'une banque tant pour les opérations de caisse, de coffre que ses comptes bancaires de la banque auprès d'autres banques, n'a rien à voir avec les comptes de dépôts de clients. Il y a lieu de préciser que la gestion d'écarts est une activité permanente dans les banques commerciales à travers les services en charge de réconciliation et du rapprochement. Dès lors que les sources d'erreurs sont identifiées, les écarts constatés peuvent être corrigés. Cependant, s'il s'agit d'une fraude, la situation pourrait être plus complexe à gérer.

La divulgation de cette information, par devoir de transparence, a suscité moult inquiétudes et spéculations au sein de l'opinion congolaise. Une telle situation représente un risque important pour le secteur bancaire, notamment avec le mouvement de panique qui peut conduire à des retraits massifs des dépôts des épargnants qui peuvent à leur tour fragiliser l'ensemble du secteur.

Toutefois, même si cette nouvelle semble être alarmante à première vue, des analystes estiment que cette situation ne présente aucun risque sur la survie de la banque et sur la sécurité des dépôts des épargnants. Les arguments évoqués sont les suivants :

- Le compte de transit sujet de l'écart est différent des comptes des clients qui sont corrects. De plus, la Banque Centrale du Congo n'a reçu aucune alerte dans le cadre de sa supervision des opérations de fusion de deux banques Equity et BCDC en cours.
- Selon les procédures en la matière, toutes les opérations effectuées dans un compte d'espèces en transit d'une banque commerciale sont justifiées par des pièces comptables et scellées d'écritures comptables y relatives. A cet effet, l'orientation des fonds est connue (compte d'un client et/ou tiers ; un compte interne de la banque commerciale, etc.). Ainsi, avec un audit minutieux des pièces comptables, il est possible de retracer la vraie destination de ces fonds ou d'identifier l'origine de l'erreur ou encore la fraude à la base de cette perte.
- Au cas où cette perte s'avérait, elle pourrait être absorbée par les fonds propres de la banque. En d'autres termes, la conséquence majeure de cet écart est qu'elle va affecter le capital étant donné que ce sont des fonds propres qui ont pour rôle d'absorber toute perte (pour le cas d'espèce, la perte ne représente que 3% des fonds propres de la banque) ou alors impacter sur le compte d'exploitation de la banque. Dans ce cas, ce serait donc une charge que le compte d'exploitation devra supporter.

Toutefois, même si les plusieurs analystes pensent que la situation est sous contrôle et ne représente aucun risque pour le public, il y a lieu de noter qu'une telle situation pourrait avoir un impact négatif sur l'image de la banque, la perception du public et sur l'ensemble du secteur par l'effet-mémoire. En effet, le secteur bancaire congolais a connu plusieurs bouleversements avec la fermeture des institutions financières majeures, très récemment avec la BIAC. Ainsi, le public avait développé une forte réticence vis-à-vis des institutions bancaires. Une telle annonce ne pourrait qu'exacerber cette réticence. Il est donc du ressort de la Banque centrale du Congo de renforcer la supervision et le contrôle des institutions bancaires afin d'assurer la stabilité du secteur et d'impulser l'inclusion financière.

3. Annonce par le Ministre des Finances de la mise en place d'une carte d'identité avec un identifiant fiscal

Le Ministre des Finances, Nicolas Kazadi, a, au cours d'une interview, indiqué que le pays s'apprête à mettre en œuvre une réforme importante d'ici 2024 qui apportera une perspective totalement différente. Il s'agit de la réforme de l'impôt sur le revenu des sociétés et personnes physiques. Selon lui, cette réforme apportera plus de clarté et rapprochera le pays des standards internationaux.

Il a souligné que, sur les sociétés, la réforme va amener une grande simplification et, à la clé, une baisse du taux. Pour lui, le pays passera de 30% à 25 % pour l'impôt sur les sociétés. Sur les personnes physiques, c'est la plus grande réforme fiscale que le pays aura connue depuis 1969, a-t-il indiqué. En précisant que, avec cette réforme, toute personne physique sera obligée de déclarer ses revenus, son patrimoine et les impôts payés par personne physique seront désormais connus et annualisés.

De plus, il a précisé que, alors qu'aujourd'hui la Direction générale de migration (DGM) et les autres régies ne font pression que sur les entreprises pour faire leurs performances, avec la nouvelle loi qu'il a déjà présentée à l'Assemblée et au Sénat (effective en 2024 une fois promulguée), les personnes physiques seront également poursuivies et redressées par le fisc comme c'est le cas pour les entreprises.

Ainsi, en termes de responsabilité, il a insisté sur le fait que les personnes physiques devraient rendre compte sur leurs patrimoines, leurs revenus, leurs salaires et sur l'IPR qu'elles doivent payer et tout cela doit être connu annuellement avec une feuille d'impôts.

Pour faciliter cette réforme et dans le but de disposer d'une identification la plus exhaustive que possible des personnes physiques, le Ministre des Finances a annoncé la mise en place d'une nouvelle carte d'identité avec identifiant fiscal d'ici le 30 juin de l'année 2023.

Pour lui, cette réforme devra hisser la RDC parmi les pays solides en termes de mobilisation fiscale et est en phase avec l'engagement de digitaliser l'ensemble de la population. Il a précisé que le fichier électoral qui se constitue en 2023 permettra de faciliter le processus d'identification.

Il y a lieu de noter que l'initiative pour fiscaliser les personnes physiques est bonne et pertinente pour améliorer la collecte de recettes au pays. Cependant, il est utopique de s'attendre à une optimisation de recettes si les insuffisances évoquées dans les précédents rapports de Congo Challenge, en matière de mobilisation de recettes ne sont pas comblées. En effet, tout au long de l'année 2022, la RDC a enregistré des performances apparentes en matière de mobilisation de recettes. Le rythme de collecte des recettes publiques est demeuré principalement dépendant des cours des produits miniers, et donc de l'évolution de la conjoncture. La faible pression fiscale en RDC a laissé suggérer que la

croissance économique n'a pas suffisamment rapporté à l'État en termes de ressources financières. D'où la nécessité pour le gouvernement de mettre en place des dispositifs pertinents pour une collecte optimale de ressources à la fois auprès des assujettis traditionnels et auprès des personnes physiques qui pourront être intégrées d'ici 2024.

II.1.1. Activité économique

La banque mondiale a récemment publié ses perspectives économiques mondiales pour l'année 2023. Selon ce rapport, la croissance en RDC devrait atteindre 6,4% en 2023 et ensuite 6,6% en 2024. L'économie congolaise continue de se montrer résiliente face aux effets de la crise russo-ukrainienne et aux tensions inflationnistes des prix des denrées alimentaires. La gouvernance de la RDC reste marquée par la corruption qui gangrène son économie et sa croissance économique est tirée par l'embellie de cours de matières premières et un rebond des autres secteurs activités. Le pays a enregistré un déficit budgétaire de 3% et sa dette est l'une des plus basses des pays d'Afrique subsaharienne, à moins de 25% du PIB.

La RDC a bénéficié d'un appui budgétaire de 250 millions en juin 2022 et pourrait encore bénéficier d'une seconde tranche d'ici juin 2023. La Banque Mondiale développe 25 projets en RDC et ils sont développés dans les domaines du développement humain et du développement durable, des infrastructures et de la croissance équitable. Elle compte aider le gouvernement dans la lutte contre la corruption qui ne favorise pas de sortir la population qui est déjà pauvre dans cette misère.

Selon la Banque Africaine de développement (BAD), la croissance économique de l'Afrique devrait dépasser celle du reste du monde au cours des deux prochaines années, avec un produit intérieur brut (PIB) réel d'environ 4 % en moyenne en 2023 et 2024. En général,

les cinq régions du continent africain sont restées résilientes avec des perspectives stables à moyen terme, bien qu'elles soient confrontées à d'importants vents contraires résultant des chocs socio-économiques mondiaux. Ces chocs sont liés à la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, le durcissement des conditions financières mondiales et l'augmentation connexe des coûts du service de la dette intérieure. Les changements climatiques – avec leurs effets néfastes sur l'approvisionnement en denrées alimentaires et le risque potentiel d'un changement de politique dans les pays où se tiendront des élections en 2023.

Ce rapport préconise l'adoption de mesures politiques audacieuses à l'échelle nationale, régionale et mondiale pour aider les économies africaines à atténuer ces risques cumulés. Parmi les mesures d'atténuation, il faut mettre en place des mécanismes resserrement rapide et agressif de la politique monétaire dans les pays à forte inflation et des mesures décisives pour réduire les déficits budgétaires structurels et l'accumulation de la dette publique dans les pays confrontés à un risque élevé de surendettement ou déjà en situation de surendettement. Par ailleurs, les perspectives annoncent que la croissance du PIB en RDC devrait se situer à 6,8% en 2023.

La Fondation Mo Ibrahim² a publié son rapport sur l'indice de la gouvernance dans le continent Africain pour l'année 2022. Ce rapport renseigne que les progrès dans le développement humain et économique en Afrique sont freinés par un « recul généralisé de la démocratie » et une « situation sécuritaire de plus en plus tendue ». Le rapport indique que le niveau moyen atteint par la gouvernance globale sur le continent est meilleur en 2021 qu'en 2012, malgré qu'il soit marqué par une évolution lente depuis 2019.

Cinq pays dominent le classement sur la gouvernance, il s'agit de l'île Maurice, Seychelles, la Tunisie, Cap-Vert et Botswana. La RD Congo est classée 49^{ème} sur 54 et le Soudan du Sud est en dernière position de ce classement. L'accent a été mis sur les coups d'états récurrents qu'enregistre la zone du sahel depuis plus d'une décennie dont on dénombre au total 23 coups d'Etat. Par conséquent en 2021, près de 70 % de la population du continent vit dans un pays où les conditions en matière de sécurité et État de droit se sont dégradées depuis 2012. A ces maux, il s'ajoute un recul de la liberté d'association et de réunion.

Mo Ibrahim met tout son espoir dans la jeunesse africaine qui semble pour lui être mieux équipée et mieux informée que sa génération. Pour améliorer son classement, la RDC devrait (i) lutter contre la corruption en renforçant les textes de lois et en poursuivant les responsables de la corruption ; (ii) améliorer la transparence dans la gestion de finances publiques ; (iii) développer la démocratie en organisant les élections libres et équitables tout en garantissant la liberté d'expression ; (iv) renforcer la justice en veillant sur son indépendance et en garantissant l'égalité devant la loi pour tous les citoyens ; et (v) améliorer les services publics en augmentant les investissements dans les infrastructures dans le secteur de l'éducation, de la santé et de transport.

2. L'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) est fondé sur plus de 80 indicateurs classés en quatre sous-catégories : « sécurité et État de droit », « participation, droits et inclusion », « développement humain » et « fondements des opportunités économiques ».

II.1.2 Dynamique des prix

Durant le mois de janvier 2023, les prix ont globalement évolué à la hausse comparativement à décembre 2022. Comme l'indique le tableau 1, les taux d'inflation (hebdomadaire, cumulée, en glissement annuel et annualisée) indiquent que les prix ont augmenté. Cette situation pourrait s'expliquer par les évolutions observées dans les prix du carburant et des produits alimentaires. La poursuite de l'invasion russe en Ukraine ainsi que l'inefficacité de politiques gouvernementales pourraient soutenir ce dérapage des prix.

Pour ce qui est du taux d'inflation en glissement annuel, il s'est situé à 15,47% à la quatrième semaine du mois de janvier 2023, soit une hausse de 17,77% comparée à celui enregistré à la clôture de décembre 2022 où ce taux s'était fixé à 13,13%.

Quant au taux d'inflation annualisée, il s'est fixé à 38,63% à la quatrième semaine de janvier 2023. Ce niveau est supérieur à celui du mois précédent où l'inflation annualisée s'est établie à 38,12%, soit une variation de 194,12%. Cette situation pourrait s'expliquer par des dépenses importantes engagées par le Trésor public au cours du mois sous examen, notamment les dépenses liées à l'arrivée du Pape François en RDC.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'inflation en janvier 2023.

**Tableau 1 » ÉVOLUTION DE L'INFLATION
(JANVIER 2023)**

	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Inflation en glissement annuel	Inflation annualisée
Semaine 1	0,17	0,17	13,27	9,48
Semaine 2	1,35	1,53	14,69	48,28
Semaine 3	0,74	2,30	15,34	48,38
Semaine 4	0,24	2,54	15,47	38,63

Source : BCC, janvier 2023.

De plus, il y a lieu de préciser que d'autres faits importants pourraient davantage compromettre le cadre macroéconomique. Il s'agit notamment de (i) la situation d'insécurité à l'Est du pays occasionnant des déplacements massifs de population, des perturbations de l'activité économique dans les localités en proie aux affrontements ainsi que la perte de confiance des investisseurs vis-à-vis du pays ; (ii) la montée continue des prix des produits de base ; (iii) le risque d'une résurgence de la pandémie de la Covid-19 avec la remontée des contaminations en Chine ; (iv) les dépenses à engager au cours de l'année électorale en cours pour l'organisation des scrutins ainsi que (v) la poursuite de l'invasion russe en Ukraine avec ses conséquences sur la dynamique des prix des produits agricoles et énergétiques.



II.1.3 Taux de change et réserves de change

Au cours de janvier 2023, le taux de change s'est légèrement détérioré sur le marché interbancaire où il s'est établi à 2 028,82 à la troisième semaine de janvier 2023 contre 2 016,91 en fin décembre 2022, soit une dépréciation de 0,59%.

Sur le marché parallèle, le taux de change s'est légèrement apprécié en se situant à 2 149,84 à la troisième semaine de janvier 2023 contre 2 150,00 un mois plus tôt, soit une appréciation de 0,01%.

Tableau 2 » ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	Clôture décembre 2022	Janvier 2023			Variation décembre-janvier 2023
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	
Marché interbancaire	2 016,91	2 020,94	-	2 028,82	0,59%
Marché parallèle	2 150,00	2 190,00	-	2 149,84	-0,01%

Source : BCC.

S'agissant des réserves de change, elles se sont situées à un niveau inférieur à celui de fin décembre 2022. Elles se sont situées à 4,20 milliards d'USD à la troisième semaine de janvier 2023, soit une baisse de 4,55% comparativement à fin décembre 2022 où elles étaient établies à 4,40 milliards d'USD. Rapporté en nombre

de mois d'importations, il s'établit que l'économie congolaise a connu une baisse de sa capacité de fin décembre 2022. La couverture des importations par les réserves de changes est passée de 2,62 mois à 2,30 mois entre fin décembre 2022 et la troisième semaine de janvier 2023, soit une baisse de 12,21%.

Tableau 3 » ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE CHANGE

	Clôture décembre 2022	Janvier 2023			Variation décembre-janvier 2023
		Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	
En milliards de USD	4,40	4,40	-	4,20	-4,55%
En mois d'importations	2,62	2,63	-	2,30	-12,21%

Source : BCC.



II.1.4 Marché monétaire

Les éléments présentés dans le Tableau 1 tire une sonnette d'alarme sur la surchauffe qui a eu sur le marché des biens et services. Ils indiquent que, toutes choses restant égales par ailleurs, l'année 2023 se solderait avec une instabilité du niveau général des prix, une situation récurrente en année électorale.

Pour renverser cette pente négative qui s'annonce, il y a lieu de prendre des mesures appropriées pour la stabilisation des prix. La première étape consisterait à identifier les causes afférentes à ladite dégradation. Ainsi, une analyse minutieuse de la situation monétaire permet d'obtenir les principales explications. En effet, la RDC, dans son processus de stabilisation du niveau général des prix, veille au schéma causal « Monnaie - Change - Prix ». De ce fait, tout accroissement de la masse monétaire se répercute premièrement sur le marché de change avant de se rabattre sur les prix des biens. Le premier réflexe est donc d'observer le comportement de l'agrégat « Créances sur les non-résidents ». Il s'observe une diminution de ladite rubrique qui est passée de 9 634 916 millions de CDF à 9 327 273 millions de CDF. Cette baisse constitue un élément probant du lissage des fluctuations du taux de change qui ont eu lieu au début de l'année 2023 et qui perdurent à nos jours.

Par ailleurs, le lissage vient corriger un dérapage éventuel. Il s'avère donc indispensable d'analyser la politique budgétaire comme facteur autonome pour en préciser le comportement. Sans surprise, il s'observe un non recours à la création monétaire ex nihilo comme prescrit dans le pacte de stabilité du 18 août 2020. Les créances sur l'administration centrale étant globalement inchangées, analyser la politique budgétaire revient à déterminer la variation des engagements envers l'administration. Il s'observe une diminution drastique dans le temps passant de 3 400 247 millions de CDF en août 2022 à 1 613 369

millions de CDF en janvier 2023. Il y a donc eu plus des décaissements (financement des dépenses publiques) que d'encaissements (collecte de recettes), diminuant ainsi les ressources de l'Etat. Cette tendance risque de se maintenir dans une année qui exige suffisamment des fonds pour assurer la tenue des élections. La politique budgétaire a donc été expansive.

La politique monétaire, intervenant en dernier ressort, est censée lisser le dérapage des facteurs autonomes pour ramener le pays vers la cible. Qu'en est-il de l'usage des facteurs institutionnels et des instruments y relatifs ?

Excluant le refinancement dont le taux d'intérêt n'évolue pas de manière erratique, une faible variation a été observée au niveau de la souscription aux bons BCC en partant de juillet 2022 à janvier 2023 passant de 60 000 millions de CDF à 118 000 millions de CDF entre les deux périodes. Par ailleurs, s'il faudrait considérer la même situation que la politique budgétaire, il s'observe une baisse des bons BCC passant de 127 000 millions de CDF à 118 000 millions de CDF. Ceci reflète donc une politique expansive avec l'injection de la liquidité de l'ordre de 9 000 millions de CDF.

Quant à la réserve obligatoire, seul son niveau en monnaie étrangère a connu une augmentation, quoique de faible ampleur, passant de 301 795 millions de CDF à 416 129 millions de CDF entre août 2022 et janvier 2023.

Ainsi, il s'observe globalement que la politique budgétaire a été très expansive. La réaction de la politique monétaire a été mitigée. Tantôt une injection d'août 2022 à janvier 2023 se basant sur les bons, tantôt une ponction en analysant les réserves obligatoires. Face à cette réaction entraînant l'accroissement de la monnaie en circulation, la surchauffe s'est fait sentir sur le marché de change avant de se répercuter sur le marché des biens et services.

La BCC devrait donc davantage intervenir comme dernier ressort pour lisser conséquemment les dérapages des facteurs autonomes pour préserver le

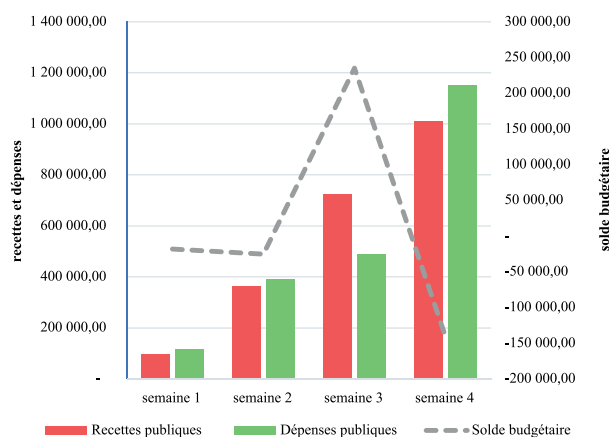
pouvoir d'achat de la population et ramener l'inflation annualisée vers la cible.



II.1.5 Finances publiques

Les statistiques du CTR (Ministère des Finances) indiquent qu'à la quatrième semaine du mois de janvier 2023, le Trésor public a enregistré un déficit de 140 937 millions de CDF. Ce déficit résulte d'un niveau de dépenses de 1 150 739 millions de CDF contre de recettes de 1 009 802 millions de CDF. Au début de cette année 2023, les recettes fiscales ont été de 892 366 millions de CDF et les dépenses en capital ont été de 98 079 millions de CDF, représentant près de 19% de dépenses totales.

Figure 9 >> AGRÉGATS DU SECTEUR PUBLIC AU MOIS DE JANVIER 2023 (EN MILLIONS DE CDF)



A cette quatrième semaine de janvier 2023, l'Etat a dépensé un montant équivalent à 505 163 millions de CDF, soit 44% de dépenses totales pour le paiement de salaire des fonctionnaires. Il s'observe que le gouvernement continue d'échelonner le processus de la paie de fonctionnaires et cela a des conséquences négatives sur les fonctionnaires qui pourraient engendrer des frustrations voire de révoltes. L'arbitrage qui est fait ne cadre pas avec la gestion saine des finances publiques tant vantée par les autorités. Il serait souhaitable de prendre des mesures afin d'améliorer la gestion des finances publiques.

II.2 Evolution de la situation politique

L'actualité politique du mois de janvier 2023 a été dominée spécifiquement par les faits présentés ci-dessous : (i) le bilan de 4 ans du Président Felix Tshisekedi ; (ii) la persistance de l'insécurité dans le Nord-Kivu ; et (iii) le processus électoral.

1. Les quatre ans du Président Felix Tshisekedi

C'est bien depuis quatre ans que Tshisekedi dirige la RDC, avec un mandat qui a connu la pandémie de la Covid-19 qui a paralysé l'économie mondiale depuis décembre 2019 jusqu'en 2021, l'invasion d'une bonne partie du territoire de la partie Est par le M23 appuyé par le Rwanda, laquelle situation sème jusqu'à ce jour la désolation dans la population civile fuyant constamment les bruits de bottes et des canaux.

Pour les tenants du pouvoir, ce tableau peint a miné ces quatre premières années du mandat de Tshisekedi, et plaident à l'occasion pour le renouvellement dudit mandat au cours des élections programmées en décembre 2023.

Plusieurs personnes ont émis leur point de vue sur les acquis de ces années du mandat de Félix.

Du côté PPRD, l'on a qualifié le bilan du Président Felix Tshisekedi de largement négatif. En effet, le secrétaire permanent adjoint du PPRD Ferdinand Kambere a notamment soutenu qu'en quatre ans, la CENI n'est pas en mesure d'être installée alors que nous sommes déjà dans l'année électorale, que sur le plan sécuritaire, une partie du pays est occupée par des armées étrangères, et la population est dans l'errance et des massacres se poursuivent. Et sur le plan social, poursuit-il, "là aussi, aucune réforme n'a été mise en place et c'est la population qui souffre. Le taux du dollar ne fait que galoper. Les routes, que ce soit dans la capitale, dans les villes et à l'intérieur des provinces, sont presque inexistantes, les infrastructures sur le plan sanitaire, n'en parlons pas". Enfin, sur le plan de la justice, on voit bien que les gens du pouvoir détournent sans être inquiétés. Mais par contre, il y a des détenus d'opinion, moi-même, je viens de Makala, Jimmy Kitenge, Barnabé, et Kabund sont encore là".

Dans une déclaration rendue publique, la société civile du Kasai Central juge ce bilan de 4 ans peu reluisant sur le plan de la justice. En effet, pour elle, la justice affiche le visage d'un parent pauvre comme sous le régime Kabila et le système judiciaire est demeuré inefficace et non efficient, car plusieurs maux continuent de gangrener le fonctionnement de l'appareil judiciaire au pays, parmi lesquels figurent les mauvaises conditions de travail des magistrats, la perception des frais illégaux de justice, le clientélisme et le trafic d'influence, mais également la corruption. Par ailleurs, la société congolaise pour l'Etat de droit constate également l'absence de la culture de la sanction positive et négative, l'inexistence d'un système d'intégrité, la couverture judiciaire de proximité insuffisante et l'impunité des crimes graves sous le régime de Félix Tshisekedi.



Pour sa part, la Sénatrice Francine Muyumba a estimé que, depuis l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir, plusieurs voix ne cessent de dénoncer l'instauration d'un gouvernement parallèle à la présidentielle de la République. Certains conseillers du Président de la République sont, à tort ou à raison, accusés de détournement des deniers publics alloués aux projets de grands travaux. Pour elle, la RDC est devenue un pays des conseillers puissants et d'un gouvernement très faible. Des conseillers plongés dans des détournements scandaleux qui accentuent la colère du peuple congolais au moment où le sang de nos concitoyens continue à couler sauvagement à l'Est du pays. En effet, malgré ce qu'on reproche au régime précédent, le pays n'a jamais connu des voleurs professionnels de l'argent public de ce niveau. Et en même temps, à Tshilenge il n'y a même pas un dispensaire, les femmes accouchent sur des nattes sans assistance médicale, a-t-elle soutenu.

Dans l'un de ses rapports rendus publics au courant de ce mois, l'Observatoire de la dépense publique (ODEP) par la bouche de son Président du Conseil d'Administration Florimond Muteba, a indiqué que le programme de 100 jours et le projet Tshilejelu ont été gérés « par un gouvernement parallèle institué à la présidence de la République, dont le pilote est le directeur de cabinet du chef de l'Etat ». En outre, d'autres conseillers du président Tshisekedi sont cités dans des négociations des contrats miniers de gré à gré, court-circuitant les membres du gouvernement.

Selon l'ODEP, cette « situation a pour conséquence la course à l'enrichissement illicite, foulant aux pieds les dispositions constitutionnelles, qui ne reconnaissent pas à un conseiller le droit de poser des actes au nom du gouvernement ». Pour l'ODEP, c'est pratiquement dans tous les scandales financiers que les collaborateurs du chef de l'État sont pointés du doigt.

Pour l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), formation politique qui a porté Félix Tshisekedi au pouvoir, le bilan de quatre années est jugé très positif, tout en plaidant pour un deuxième mandat.

A cet effet, Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS, dresse un bilan très positif dans tous les secteurs de la vie nationale : de l'économie en passant le social, la politique, la sécurité, la diplomatie jusqu'à la justice.

Sur le plan politique, il vante notamment la mise en place de la CENI et la volonté manifestée par le président de la République pour l'organisation des élections dans le délai. S'agissant de l'économie, Augustin Kabuya salue le budget tel que revu à la hausse pour cette année 2023, essentiellement toutes les performances enregistrées dans la mobilisation des recettes depuis leur entrée au pouvoir. En ce qui concerne le social, Mr Kabuya a évoqué la gratuité de l'enseignement, alors que sur le plan judiciaire, il a affirmé jusqu'à l'heure actuelle, il n'y a aucun prisonnier politique et loue les actions initiées par la justice contre les bourreaux de la démocratie ainsi que les détourneurs des fonds de l'État. Et enfin, sur le plan sécuritaire, Augustin Kabuya a salué les efforts pour l'éradication des groupes armés.

Dans son rapport dénommé « Fatshimétrie » rendu public en marge de quatre années de pouvoir, le mouvement citoyen Lutte pour le Changement (Lucha) a indiqué que dans le registre de gouvernance politique du président Félix Tshisekedi, une dégradation de l'espace politique et civique avec des formes de répression politique variées. A cet effet, le mouvement cite par exemple l'acharnement contre les supposés adversaires politiques du Président avec à la tête la saga dans l'affaire Bukanga Lonzo de Matata Ponyo, Ancien premier ministre. Mais aussi « l'acharnement

fiscal » à l'encontre de l'hôpital Panzi du prix Nobel de la paix, Dr Denis Mukwege à Bukavu, l'arrestation des militants de Lucha et des artistes engagés, des militants politiques, ainsi que des journalistes muselés et contraints à quitter le pays (l'expulsion de Sonia Rolley de Reuters ou la clandestinité de Steve Wembi, etc).

En outre, la Lucha fait remarquer que la police congolaise continue à perpétrer des actes de répression « sanglante » ressortant d'un régime « totalitaire », en connivence avec la Monusco. C'est fut l'occasion de rappeler ce qui s'est passé en juillet 2022, lorsque les jeunes qui ont été réprimés dans le sang, conduisant ainsi à la perte de dix de leurs qui manifestaient contre l'inaction et l'inefficacité de la MONUSCO et la dégradation de la sécurité en exigeant le retrait de cette force onusienne la plus coûteuse au monde, mais dont les résultats étaient jugés médiocres. Par ailleurs, le mouvement note avec regrets que les arrestations « non éclairées » et « non élucidées » de François Beya, ancien conseil spécial en matière de sécurité et de Jean-Marc Kabund Wa Kabund, ancien vice-premier président du bureau de l'Assemblée nationale, sont aussi inquiétantes et révélatrices du « totalitarisme », qui se construit au grand dam de la démocratie et de l'état de droit. « Ce rétrécissement de l'espace politique et civique laisse présager à une volonté du président actuel à construire un totalitarisme politique au détriment de la démocratie pour laquelle, les Congolais, y compris lui-même et sa formation politique, l'UDPS, se sont dressés avec acharnement contre les dictatures de Mobutu et de Kabila. Enfin, la Lucha a fait observer qu'il se constate avec regret que le Chef de l'Etat a créé plusieurs agences et établissements au sein de son cabinet déjà inondé par des conseillers politiques qui s'illustrent dans la corruption, le trafic d'influence, le détournement et les conflits d'intérêt dans plusieurs dossiers de passation de marché publics, dont notamment le projet Tshilejelu et celui de la construction des universités.

Pour Franck Diongo Shamba, président national du Mouvement Lumumbiste Progressiste (MLP) qui a également annoncé sa candidature à la présidentielle du 20 décembre 2023, le bilan de Félix Tshisekedi, est "catastrophique". En effet, selon lui, rien ne marche sur le plan politique, diplomatique, social, économique ou encore sécuritaire. Il a soutenu que du 24 janvier 2019 au 24 janvier 2023, des Congolais ont connu, dans leur majorité, une détérioration dramatique des conditions de vie. "Les prix des denrées de première nécessité ont considérablement augmenté. Les pénuries de carburant ont été fréquentes".

Au cours d'une interview accordée à un quotidien de Kinshasa en date du 24 janvier 2023, Prince Epenge a dressé un bilan très sombre des quatre années du président Félix Tshisekedi au pouvoir. Pour lui, le 24 janvier est « une date que les Congolais maudiront à jamais ». « C'est la date qui est à la base de tous les malheurs que les Congolais connaissent aujourd'hui avec l'atterrissage illégitime de M. Félix Tshilombo au pouvoir ».

Selon lui, à Kinshasa ou en provinces, les congolais ont des visages fermés, torturés par la pauvreté, la misère. Un visage apeuré par l'insécurité qui menace et gangrène l'avenir de leurs enfants ». Et de poursuivre que sur le plan sécuritaire, le chaos continue suite à l'insécurité grandissante au Nord-Kivu qui est transformé en un véritable archipel de la terreur, mettant le Président incapable de protéger les Congolais, mais ayant fait appel à toute sorte des bandits qu'on appelle armée burundaise, ougandaise, kényane, Sud-Soudanaise. Et enfin, sur le plan socio-économique, Prince Epenge a regretté la dépréciation du franc congolais face au dollar.



L'Engagement pour la citoyenneté et le développement (ECIDE) de Martin Fayulu s'est exprimé par Mbaya Musampa qui a soutenu qu'ils ont été, ces 4 dernières années, témoins du pillage éhonté et en toute impunité des maigres ressources de l'État par la coalition au pouvoir comme jamais auparavant, et qu'ils observent, impuissants, la dégradation de la situation

sécuritaire sur l'ensemble du territoire national, plus particulièrement en Ituri et au Kivu, deux provinces occupées en partie par des armées et groupes armés étrangers. Aussi, son parti politique assiste, très inquiet, au retour d'un culte de la personnalité que l'on pensait révolu et qui vient rappeler les heures sombres de la cruelle dictature de Mobutu.

Encadré 1. Sensibilisation de la population à l'enrôlement pour les élections de décembre de 2023 : Allocution du Sénateur MATATA PONYO Mapon du 28 janvier 2023

Chers congolaises et congolais,

Chers jeunes, l'avenir de ce pays,

Il est temps que le peuple congolais s'enrôle pour voter en décembre 2023 en vue de se choisir des dirigeants qu'il mérite. Nous avons décidé, ce jour, de nous adresser solennellement à l'ensemble de la population congolaise, en général, et aux membres de notre parti, le LGD, en particulier, pour rappeler aux uns et aux autres l'importance cruciale de l'enrôlement en cette période où les congolais vivent des moments parmi les plus dramatiques de leur histoire depuis l'indépendance.

En effet, nul n'ignore que la situation socio-économique continue à se dégrader au cours de ces quatre dernières années en dépit des promesses faramineuses qui ont été faites par le pouvoir en place en début de son mandat en janvier 2019. Le taux de croissance économique du PIB par habitant bien que positif (1,4 %), est largement insuffisant pour relever le niveau du revenu réel de la population de manière significative. Ce taux était de 3,3 % au cours de la période 2012-2016 alors que j'étais premier ministre.

Le taux d'inflation reste relativement élevé, soit 9 % en moyenne annuelle, et grève le pouvoir d'achat de la population, particulièrement du bas peuple comme les fonctionnaires de l'Etat, les tenants de petits commerces, les petits vendeurs de légumes, boissons et autres débrouillards. Comment ne pas se rappeler de cette époque où je dirigeais le ministère des finances et le gouvernement au cours de laquelle les prix étaient totalement stables (2,6 % en moyenne annuelle) ?

La dégradation du réseau routier à Kinshasa comme à l'intérieur du pays n'a de comparable dans l'histoire récente du pays et rappelle cruellement les années 90 de triste mémoire marquées par l'absence quasi-totale de l'Etat.

Le taux de change du franc congolais par rapport au dollar américain continue à se déprécier nonobstant des niveaux un peu élevés de réserves de change dont se vante honteusement le gouvernement. Des réserves factices issues notamment d'un endettement extérieur auprès des institutions internationales qui hypothèque l'avenir des générations futures après l'atteinte du point d'achèvement qui a permis d'effacer près de 10 milliards de dollars américains en juin 2010 alors que j'étais ministre des finances. Des réserves de changes qui ne reflètent nullement le niveau d'activité économique et de comptes extérieurs du pays qui restent déséquilibrés.

Des finances publiques incapables d'assurer le paiement régulier des salaires des fonctionnaires, de permettre le fonctionnement harmonieux des institutions étatiques et de pourvoir au financement des investissements publics capables de soutenir une croissance forte de l'économie dans les années avenir. Des finances publiques marquées par le relèvement du niveau de recettes vantées à coup de campagnes à boucher les oreilles des congolais. Malheureusement, des recettes fiscales qui servent à alimenter la corruption à grande échelle au travers le paiement de la dette intérieure et le financement des projets publics qui engouffrent des dizaines, voire des centaines de millions de dollars américains, comme cela a été dénoncé dernièrement par la presse présidentielle.

Le phénomène 20 % à 30 % de rétrocommission a refait surface dans le circuit de paiement de la dépense publique alors qu'il avait totalement disparu quand j'étais ministre des finances et premier ministre. Imaginez-vous qu'il m'a été demandé aussi de payer 20 % de rétrocommission pour obtenir le paiement des études réalisées par mon cabinet au profit du gouvernement ? Ce que j'ai refusé, car cela n'est pas conforme à mon éthique et à mes exigences professionnelles. Les fonds de la Banque africaine de développement, constitués notamment des épargnes des africains et des occidentaux, sont scandaleusement détournés au ministère des finances sans que les autorités de cette institution africaine, pleinement informées, ne réagissent.

Le secteur monétaire reste marqué notamment par la densification de la circulation fiduciaire hors banque et la dollarisation de l'économie qui commençaient d'ailleurs à diminuer pendant que j'étais chef du gouvernement, du fait de retour de la confiance en la monnaie nationale dans le chef de la population congolaise. Nous ne devons pas l'oublier, au cours de cette période marquée par une stabilité légendaire du taux de change de la monnaie nationale pendant près de cinq ans, une majeure partie de nos compatriotes travaillant dans le secteur privé avait exigé de ne plus être payée en dollars américains, mais plutôt en monnaie nationale. Le franc congolais s'était d'ailleurs imposé comme une des monnaies-refuge dans certains pays limitrophes comme la Zambie et l'Angola ! Les congolais étaient désormais fiers de leur monnaie. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Le dysfonctionnement du système bancaire est tel qu'il n'est plus possible de retirer à n'importe quelle hauteur son propre argent déposé dans une banque où les retraits en devise sont désormais plafonnés. Cette limitation d'autorité ralentit sérieusement la vitesse de circulation de la monnaie dans le circuit économique et hypothèque l'élan d'investissement dans le pays. Une telle mesure, du reste, anti-économique, est aux antipodes de la liberté de mouvement de fonds que mon gouvernement avait privilégié et maintenu pendant près de cinq ans, et qui avait soutenu la croissance économique, laquelle avait frôlé les deux chiffres en 2014.

En un mot, le cadre macro-économique s'est globalement dégradé au cours de quatre dernières années et n'a rien à voir avec les performances socio-économiques remarquables de mon gouvernement entre 2012 et 2016.

Chers congolaises et congolais,

Chers jeunes,

Il est donc temps d'aller vous enrôler massivement pour mettre fin à cette chute aux enfers de l'économie de notre propre pays, à cette détérioration avilissant des conditions de vie de la population. C'est votre droit, mais c'est aussi votre obligation. La démocratie que nous avons choisie est ainsi faite : **le pouvoir s'obtient par les urnes et rien que par les urnes.**

C'est par les urnes que vous aurez en décembre 2023 votre Président de la république, vos députés nationaux et provinciaux. Et c'est à travers les urnes que vous aurez indirectement votre premier ministre, votre président de l'Assemblée nationale, votre président du Sénat, vos présidents des assemblées provinciales et vos gouverneurs de provinces. Et ce sont ces Hauts responsables élus au niveau national et provincial qui vous permettront, par des actes de nomination subséquents, de disposer des dirigeants dans les différentes structures et institutions publiques. Des ministres nationaux et provinciaux, PDG, DG, directeurs nationaux et provinciaux, etc.

Vous ne pouvez donc avoir des autorités nationales et provinciales compétentes et intègres que si vous les avez effectivement élues. Vous ne pouvez avoir des meilleurs ministres, PDG, DG, directeurs nationaux et provinciaux que si vous avez élu au préalable de meilleures autorités nationales et provinciales. **Voilà pourquoi il faut aller vous enrôler** parce que vous ne pouvez voter que si vous vous êtes enrôlés.

Ne tomber pas dans le piège du fatalisme, du pessimisme et du découragement pour dire : « même si je vote, la personne que j'aurai choisie ne sera jamais proclamée, le pouvoir a déjà ses candidats ». Non et non. Vous vous trompez. Il faut vous enrôler pour voter en décembre 2023. Nul n'est en mesure de s'opposer au choix du peuple et à la volonté de Dieu. L'histoire des élections de décembre 2018 dans ce même pays nous rappelle que ce n'est pas nécessairement les candidats du pouvoir en place qui sont absolument élus et proclamés.

Même si dans certaines circonstances, les personnes non élues ont été proclamées, nous ne pouvons pas, par défaitisme, considérer ce cas isolé comme étant la règle devant se répéter en 2023. On a vu des candidats soutenus par le pouvoir au cours des années 80, 90 et 2000 sur base de propagande intempestive avec des milliers ou de millions de dollars américains, mais échouer lamentablement du fait de la volonté et de la détermination du peuple à vouloir changer les choses.

En revanche, on a vu des candidats avec peu de moyens, voire sans argent et combattus par le pouvoir, être proclamés élus, parce que soutenus ardemment par le peuple. En décembre 2018, j'ai été moi-même combattu par mon propre parti politique au pouvoir qui a ouvertement fait campagne contre moi, mais le peuple m'a élu massivement.

On peut voler la victoire de votre candidat si vous le voulez, mais on ne saura jamais le faire si vous le refusez, et surtout si vous vous organisez en conséquence. Car, le peuple est plus puissant que n'importe quel pouvoir, qu'il soit dictatorial, autoritaire ou pas.

C'est cela l'histoire de la politique dans le monde à travers les siècles. Tenez,

- le peuple, avec Mandela, a vaincu l'apartheid en Afrique du Sud soutenu par le pouvoir ;
- le peuple, avec Martin Luther King, a vaincu la discrimination raciale aux Etats-Unis soutenue par le pouvoir ;
- le peuple, avec Lumumba, a vaincu la colonisation soutenue par le pouvoir dans notre pays.

Donc, rien n'est impossible avec la volonté et la détermination du peuple. Si vous voulez que vos candidats soient élus, **il faut vous enrôler massivement**. Et si vous voulez que les candidats que vous avez élus soient proclamés, il faudra vous organiser pour que les témoins surveillent les bureaux de vote et que les vrais résultats soient affichés juste après le dépouillement conformément aux dispositions de la loi électorale.

Ainsi, vous obtiendrez des résultats qui, une fois agrégés, vous donneront la vraie photographie du vote qu'il sera difficile de trafiquer ou de changer. La fraude électorale peut se faire une fois, comme ce fut le cas en décembre 2018, et ne peut nullement se répéter en décembre 2023, **même bien imaginée et ficelée**, si le peuple que vous êtes s'y oppose farouchement. On l'a vu dans ce même pays lors de différents changements du régime en mai 1997 et décembre 2018.

Il faut donc aller vous enrôler quels que soient les pièges qui peuvent vous être tendus pour vous le dissuader parce que l'enrôlement constitue la première étape et la plus décisive dans le processus électoral. Si les machines d'enrôlement sont insuffisantes dans votre localité, demandez qu'on en ajoute, c'est votre droit. Si elles tombent tout le temps en panne, demandez leur réparation, c'est votre droit. Si le délai accordé pour l'enrôlement est insuffisant, demandez une prolongation. C'est aussi votre droit. S'il faut parcourir à pied des kilomètres pour vous enrôler, faites-le. Vous n'allez pas en mourir. C'est pour une cause noble. C'est même un exercice physique utile pour la santé. Si vous devez attendre plusieurs heures devant un bureau d'enrôlement pour être reçu, faites-le. C'est parfois le prix à payer pour obtenir ce que vous désirez. Si votre photo imprimée sur la carte d'électeur n'est pas claire comme vous l'aurez souhaité, acceptez-le. Cette photo ne changera jamais votre figure et identité. Vous restez le même tel que Dieu vous a créé. Mais, tout au moins, vous aurez obtenu votre carte d'électeur et vous aurez gagné le premier combat qui vous prépare à la victoire finale en décembre 2023.

Chers congolaises et congolais,

Chers jeunes,

Il est temps de vous enrôler parce qu'une occasion historique vous est donnée de montrer à la face du monde que vous ne méritez pas **le déshonneur, les moqueries et l'humiliation** que vous subissez aujourd'hui.

Certains dirigeants et citoyens du monde nous traitent ouvertement des danseurs, **des jouisseurs, des paresseux et de non travailleurs**. D'autres disent que nous n'avons pas d'armée et que nous ne saurons jamais gagner une guerre si ce n'est par les flèches et les lance-pierres. D'autres, enfin, mijotent à partir de leurs pays des plans



pour créer et entretenir de groupes armés et rebellions pour tuer nos frères et sœurs à l'Est du pays. Ils rêvent d'une balkanisation du pays pour s'accaparer d'une partie de nos terres, patrimoine indivisible nous légué par nos ancêtres depuis de temps immémoriaux.

Nous devons donc nous enrôler pour choisir

- des dirigeants qui sont capables de renverser la vapeur et remettre l'économie congolaise sur le chemin de l'émergence comme ce fut le cas entre 2012 et 2016 ;
- des dirigeants capables de chasser le M23 par les armes comme les Forces armées congolaises l'ont fait dans ce même pays en novembre 2013 alors que j'étais premier ministre.

Ce n'était ni avec les lance-pierres, ni avec des fléchettes, c'était avec des armes. J'ai été à **Bunagana, à Chanzu et à Runyonyi**, et j'ai eu le privilège de savourer, au sommet des montagnes, la victoire due aux vaillants combattants de nos Forces armées congolaises.

Laissez-moi vous rassurer, chers compatriotes, que les militaires congolais sont capables de hauts faits d'armes. Et ils l'ont démontré à travers le continent africain dans les années 70 et 80, et tout récemment à Bunagana en novembre 2013.

Allez-vous enrôler pour élire en décembre prochain des leaders capables de redonner à notre armée le blason qu'elle mérite et de rétablir la paix et la sécurité à l'Est du pays.

Chers congolaises et congolais,

Chers jeunes,

Il est temps de vous rappeler que l'avenir de ce pays vous appartient totalement. Il ne viendra ni des Etats-Unis, ni de l'Europe ou encore moins de la Chine. Le développement de ce pays n'est pas leur priorité.

Détrompez-vous, chers compatriotes.

Ce n'est ni le Fonds monétaire international, ni la Banque mondiale, encore moins la Banque africaine de développement qui développeront la RDC. Ce n'est pas leur mission principale. Ces institutions n'ont jamais développé un pays dans l'histoire du monde et la RDC ne sera pas le premier pays à faire l'exception.

Pour mémoire, ces institutions ont même accompagné la RDC dans le sous-développement avec notamment des programmes d'ajustement structurel de triste mémoire dans les années 70 et 80. Elles l'accompagnent encore aujourd'hui dans la mauvaise gouvernance avec des appuis financiers importants. Car, la dégradation de la situation socio-économique actuelle procède principalement d'un déficit de leadership et de gouvernance toléré par ces institutions.

La justice, qui constitue un des piliers de la gouvernance dans un pays, est désormais utilisée comme une arme politique pour éliminer les candidats déclarés ou non à l'élection présidentielle. Finalement, **tous les meilleurs candidats désirés par les congolais risquent d'être éliminés au profit des médiocres**, ce qui ne serait plus une élection, mais la validation d'un processus électoral en faveur d'un candidat choisi d'avance. On se croirait à l'époque de la deuxième république où le candidat unique était connu d'avance, et par la suite élu et proclamé à 99,9 %.

Les Cours constitutionnelle et de cassation sont instrumentalisées à outrance. Les deux grandes juridictions du pays violent systématiquement la constitution au vu et au su de la communauté tant nationale qu'internationale qui reste incroyablement silencieuse.

Les sacrifices pour un **Etat de droit** consentis pendant des décennies par l'un de dignes fils de ce pays, **Etienne Tshisekedi wa Mulumba**, sont noyés dans le mépris total par des hommes et de femmes aveuglés par le pouvoir. Ces derniers ignorent que **l'exercice du pouvoir sans la justice** blesse l'amour profond, voire l'âme et l'esprit des citoyens, et est à la base des plaies qui prennent de décennies à se cicatrifier. **L'injustice** est à la base des frustrations qui éloignent inéluctablement les dirigeants du peuple, opposent les politiciens à ce dernier, et conduisent, à terme,



à leur déchéance brutale quels qu'en soient le temps, les méthodes et les pratiques policières, qu'ils peuvent utiliser. Ce type de dirigeants finit par être jeté dans la poubelle de l'histoire quel que soit l'extravagance de son enrichissement. C'est cela l'évidence de la mathématique politique, qu'on le veuille ou pas.

Il est plus que temps de vous engager, chers compatriotes.

Il faut donc aller vous enrôler pour vous permettre de vous choisir en décembre 2023,

- non pas des dirigeants véreux, mais des vrais leaders,
- non pas des détourneurs des fonds publics, mais de gestionnaires intègres,
- non pas de démagogues, mais des délivreurs de résultats,
- non pas des jouisseurs, mais des travailleurs ;
- mieux des hommes et des femmes capables de faire remettre le pays sur le chemin de l'émergence et du développement, de mettre fin à la guerre et à l'insécurité à l'Est du pays, et enfin, de rétablir l'honneur et la dignité du peuple congolais au travers l'Afrique et le monde. Et cela est possible.

Enfin,

Chers congolaises et congolais,

Chers jeunes,

Allez vous enrôler pour que le rêve de **Patrice Emery Lumumba**, celui de voir un jour la RDC comme centre d'impulsion et du développement du continent africain et du monde, **devienne une réalité.**

Allez vous enrôler pour que les prophéties de **Mfumu Simon Kimbangu**, celles de voir un jour un Congo digne et puissant, **devienne une réalité.**

Allez vous enrôler pour que le rêve de **Etienne Tshisekedi wa Mulumba**, celui de voir un Etat de droit s'ériger dans ce pays, **devienne une réalité.**

Allez vous enrôler pour que le rêve de **Mzee Laurent Désiré Kabila**, celui de ne jamais trahir le Congo, **devienne une réalité !**

Allez vous enrôler pour que le rêve du **Maréchal Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa za Banga**, celui de garder la RDC comme un pays uni, **demeure une réalité.**

Allez vous enrôler pour que le rêve de voir **nos frères du Nord Kivu et de l'Ituri** en particulier, et de l'Est du pays en général, de vivre en paix et en sécurité, **devienne une réalité !**

Allez vous enrôler pour que **vos propre rêve** de vous voir vivre dans une économie émergente ou de voir vos filles et fils ou petites-filles et petits-fils vivre un jour dans un pays développé **devienne une réalité !**

Allez vous enrôler parce que **c'est cela la volonté de Dieu, celle de vos ancêtres et grands parents** de voir les innombrables richesses de ce pays, non pas être pillées par les pays voisins, non pas être vendus par des dirigeants congolais en quête d'un enrichissement personnel, mais plutôt être extraites, traitées et converties en produits finis dans ce pays afin de créer des millionnaires et des milliardaires congolais.

Afin, nous demandons au pouvoir politique de donner le temps et l'opportunité à tous les congolais dans l'ensemble du pays de se faire enrôler, y compris dans le Nord Kivu et l'Ituri, pour pouvoir voter en décembre 2023. Car, voter est un droit constitutionnel. Le peuple veut à tout prix s'exprimer en décembre 2023 pour le changement et n'acceptera aucun report au-delà du délai constitutionnel quelles que soient les manœuvres dilatoires.

Mesdames et messieurs,

Que Dieu protège nos frères et sœurs de Nord Kivu et de l'Ituri,

Que la paix et la grâce soient avec nos frères et sœurs de l'ensemble du Pays,

Que vive la RDC,

Que Dieu soit loué.

Meilleurs vœux pour l'année 2023.

Je vous remercie.

2. Persistance de l'insécurité dans le Nord-Kivu

A la suite de la publication du rapport d'experts de l'ONU sur la RDC, plusieurs pays occidentaux, et ce, les USA en tête, ont finalement élevé le ton pour dénoncer l'implication du Rwanda dans la crise de l'Est de la RDC que Kinshasa a toujours accusé de soutenir les rebelles du M23. Dans ce rapport publié en décembre, ces experts mandatés par les Nations unies affirment avoir collecté des "preuves substantielles" qui démontrent "l'intervention directe des forces de défense rwandaises (RDF) sur le territoire de la RDC", au moins entre novembre 2021 et octobre 2022.

S'exprimant le mardi 17 janvier lors d'un panel au deuxième jour du forum économique mondial de Davos en Suisse, Félix Antoine Tshisekedi a encore une fois de plus indexé le Rwanda comme responsable de la crise sécuritaire qui sévit dans l'Est de la RDC.

Répondant à une question d'une journaliste sur la difficulté d'instaurer la paix dans l'Est du pays, Félix Tshisekedi a expliqué comment l'insécurité entrave le développement dans la région des Grands lacs. A cet effet, il a soutenu que le problème que la RDC a est un grand défi, parce qu'on ne peut pas investir à la fois dans le développement du pays et dans des ressources pour augmenter les capacités de l'armée et pouvoir assez se défendre. Si tous avaient la même philosophie, la même vision, celle qu'il partageait d'ailleurs au

moment qu'il a accédé à la tête du pays, à savoir : celle d'aller vers tous les neuf voisins, leur proposant des projets de développement qui vont faire du bien aux économies et populations respectives, tout le monde s'investirait pour aller vers ces échanges économiques et commerciaux et autres qui allaient amener la paix et garantir la stabilité de la région.

Et pour finir le chef de l'Etat congolais a désigné le Rwanda comme le responsable de l'insécurité dans l'Est de la RDC en affirmant devant son interlocuteur que: « C'est à cause évidemment de certains voisins aux velléités belligérantes que cela est malheureusement impossible à réaliser. Et d'ajouter « *le problème de l'insécurité dans la région des Grands lacs s'appelle le Rwanda* ».

Enfin, il y a lieu de signaler que la rencontre qui était prévue le lundi 23 janvier à Doha au Qatar entre les présidents de la République démocratique du Congo Félix-Antoine Tshisekedi et du Rwanda, Paul Kagame avait été annulée. Le président de la RDC avait tout simplement refusé de se rendre à Doha alors qu'une délégation rwandaise était déjà sur place.

Du côté de l'Union Européenne, c'est Joseph Borrell, son chef de la diplomatie qui a exhorté vivement le Rwanda à "cesser de soutenir le M23" et à "utiliser tous les moyens pour faire pression sur le M23 afin qu'il se conforme aux décisions" prises par les chefs d'état de la communauté des États d'Afrique de l'est.

Les États-Unis d'Amérique disent avoir noté, à partir du rapport des experts de l'ONU, des preuves claires du soutien du Rwanda au M23. Dans une déclaration rendue publique mercredi 4 Janvier, il a également été indiqué des rapports crédibles de graves violations des droits de l'homme par le M23. À cet effet, les États-Unis d'Amérique ont demandé de nouveau au Rwanda de cesser son soutien au M23, tout en dénonçant la collaboration FARDC-FDLR.

Par ailleurs, ils ont condamné les attaques des groupes armés contre les casques bleus de la Monusco ainsi que les actes de torture, de viol et d'attaques contre des civils signalés par plusieurs acteurs armés qui ont contribué à des déplacements massifs au cours de la période considérée.

Lors de ses vœux de nouvel an, le jeudi 5 janvier 2023, le président congolais Denis Sassou Nguesso a aussi condamné avec fermeté les exactions commises par les terroristes du M23 soutenus par le Rwanda dans le territoire de Rutshuru en province du Nord-Kivu depuis près d'une année.

"Tout en condamnant fermement ces barbaries, le Président Sassou a renouvelé son soutien inconditionnel aux initiatives de paix engagées en vue de ramener le calme et la quiétude dans l'Est de ce pays frère.

Pour Thomas Luhaka Losendjola, acteur politique et ancien ministre, la guerre dans l'est de la RDC (et l'insécurité en général) est dûe au fait que d'une mégestion collective de la République depuis l'indépendance qui a détruit complètement l'État congolais qui est aujourd'hui incapable de protéger la population et de se défendre contre les attaques extérieures et intérieures. À l'en croire, l'urgence est de rebâtir l'État, en commençant par l'Administration du territoire et l'armée, en s'appuyant sur la compétence et l'intégrité morale, comme les seuls critères de nomination aux postes de responsabilité.

Toujours dans ce chapitre de sécurité, le Gouvernement de la RDC a, dans un communiqué rendu public par le ministre de la Communication, Patrick Muyaya, signalé et condamné l'attaque au missile perpétré par l'armée rwandaise, contre l'un de ses avions Sukhoi-25, le mardi 24 janvier 2023, alors qu'il amorçait son atterrissage dans l'espace aérien congolais à Goma, dans la province du Nord-Kivu.

Dans sa réaction, le Rwanda avait affirmé que cet avion avait violé son espace aérien, et que ce sont des mesures « défensives » qui ont été prises.

Le Gouvernement congolais dit avoir considéré cette énième attaque du Rwanda comme une action délibérée « d'agression » qui équivaut à un « acte de guerre » n'ayant pour objectif que de saboter les efforts en cours dans la mise en œuvre des actions convenues dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi pour la restauration de la paix à l'Est de la RDC et dans la région des Grands-Lacs.

Entre temps, sur le M23 appuyés par le Rwanda a poursuivi la conquête des localités sur terrain. Il en est ainsi de la cité de Kitchanga tombé sous contrôle du M23 après d'intenses combats ayant occasionné le déplacement massif des populations vers les camps de la Monusco pour chercher des abris. Au regard de cette situation préoccupante, la RDC a attiré l'attention de la communauté internationale sur la nécessité et l'urgence de « maintenir la pression sur le Rwanda et le mouvement terroriste M23 pour qu'ils cessent la violence qui risque d'hypothéquer » les opérations d'enrôlement des électeurs au Centre et dans l'Est du pays, en cette année électorale. Les autorités congolaises soulignent par ailleurs qu'ils se réservent le droit légitime de défendre leur territoire national et ne se laisseront pas faire.

Le facilitateur de la communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et ancien président Kényan, Uhuru Kenyatta, sans évoquer l'incident, a appelé les deux pays au

respect des processus de Luanda et de Nairobi afin de restaurer la paix à l'Est de la RDC. A cet effet, il s'est dit préoccupé par des "assassinats" qui continuent dans la province du Nord-Kivu et demande au gouvernement congolais de prendre en charge les déplacés.

Les Nations-Unies, par le biais de son envoyé spécial pour les Grands Lacs en Afrique Huang Xia, ont exprimé leur profonde inquiétude face aux

informations faisant état d'un incident impliquant un avion militaire des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), le 24 janvier 2023, dans la zone frontalière entre le Rwanda et la RDC.

L'envoyé spécial de l'ONU a, dans sa déclaration rendu publique le jeudi 26 janvier, exhorté Kinshasa et Kigali à faire preuve d'un maximum de retenue et à œuvrer pour désamorcer les tensions par le dialogue.

Encadré 2. Discours du Pape François devant les autorités publiques, les représentants de la société civile et le corps diplomatique à Kinshasa

En date du 31 janvier 2023, le Pape François a prononcé, à Kinshasa, un discours devant les autorités publiques, les représentants de la société civile et le corps diplomatique. L'essentiel dudit discours est repris ci-dessous :

Monsieur le Président de la République,
Membres illustres du Gouvernement et du Corps diplomatique,
Autorités distinguées, religieuses et civiles,
Eminents Représentants de la société civile et du monde de la culture,
Mesdames et Messieurs !

Je vous salue cordialement et je remercie Monsieur le Président pour les paroles qu'il m'a adressées. Je suis heureux d'être ici, sur cette terre si belle, si vaste et si luxuriante, qui embrasse, au nord, la forêt équatoriale ; au centre et vers le sud, les hauts plateaux et les savanes arborées ; à l'Est, les collines, les montagnes, les volcans et les lacs ; à l'Ouest d'autres grandes étendues d'eaux, avec le fleuve Congo qui rejoint l'océan. Dans votre pays, qui est comme un continent dans le grand continent africain, on a l'impression que la terre entière respire. Mais, si la géographie de ce poumon vert est riche et variée, l'histoire n'a pas été aussi généreuse. Tourmentée par la guerre, la République Démocratique du Congo continue de subir à l'intérieur de ses frontières des conflits et des migrations forcées, et à souffrir de terribles formes d'exploitation, indignes de l'homme et de la création. Ce pays immense et plein de vie, ce diaphragme de l'Afrique, frappé par la violence comme par un coup de poing dans l'estomac, semble depuis longtemps avoir perdu son souffle.

Et tandis que vous, Congolais, vous luttez pour sauvegarder votre dignité et votre intégrité territoriale contre les méprisables tentatives de fragmentation du pays, je viens à vous, au nom de Jésus, comme un pèlerin de réconciliation et de paix. J'ai beaucoup désiré me trouver ici et je viens enfin vous apporter la proximité, l'affection et la consolation de toute l'Église catholique.

Je voudrais vous parler à travers une image qui symbolise bien la beauté lumineuse de cette terre : celle du diamant. Chères femmes et chers hommes Congolais, votre pays est vraiment un diamant de la création ; mais vous, vous tous, êtes infiniment plus précieux que toutes les choses bonnes qui sortent de ce sol fertile ! Je suis ici pour vous étreindre et vous rappeler que vous avez une valeur inestimable, que l'Église et le Pape ont confiance en vous, qu'ils croient en votre avenir, un avenir qui soit entre vos mains et dans lequel vous méritiez de déverser vos dons d'intelligence, de sagacité et d'assiduité. Courage, frère et sœur congolais ! Relève-toi, reprends dans tes mains, comme un diamant très pur, ce que tu es, ta dignité, ta vocation à garder en harmonie et en paix la maison que tu



habites. Revis l'esprit de ton hymne national, en rêvant et en mettant en pratique ses paroles : « Par le dur labeur, nous bâtirons un pays plus beau qu'avant, dans la paix ».

Chers amis, les diamants, généralement rares, abondent ici. Si cela vaut pour les richesses matérielles cachées sous la terre, cela vaut à plus forte raison pour les richesses spirituelles enfermées dans vos cœurs. Et c'est précisément à partir des cœurs que la paix et le développement sont possibles car, avec l'aide de Dieu, les êtres humains sont capables de justice et de pardon, de concorde et de réconciliation, d'engagement et de persévérance pour mettre à profit les talents reçus. Dès le début de mon voyage, je souhaite donc lancer un appel : que chaque Congolais se sente appelé à jouer son rôle ! Que la violence et la haine n'aient plus de place dans le cœur et sur les lèvres de quiconque, car ce sont des sentiments inhumains et anti-chrétiens qui paralysent le développement et ramènent en arrière, vers un sombre passé.

En parlant de frein au développement et de retour au passé, il est tragique que ces lieux, et plus généralement le continent africain, souffrent encore de diverses formes d'exploitation. Après le colonialisme politique, un colonialisme économique tout aussi asservissant s'est déchainé. Ce pays, largement pillé, ne parvient donc pas à profiter suffisamment de ses immenses ressources : on en est arrivé au paradoxe que les fruits de sa terre le rendent "étranger" à ses habitants. Le poison de la cupidité a ensanglanté ses diamants. C'est un drame devant lequel le monde économiquement plus avancé ferme souvent les yeux, les oreilles et la bouche. Mais ce pays et ce continent méritent d'être respectés et écoutés, ils méritent espace et attention : Retirez vos mains de la République Démocratique du Congo, retirez vos mains de l'Afrique ! Cessez d'étouffer l'Afrique : elle n'est pas une mine à exploiter ni une terre à dévaliser. Que l'Afrique soit protagoniste de son destin ! Que le monde se souvienne des désastres commis au cours des siècles au détriment des populations locales et qu'il n'oublie pas ce pays ni ce continent. Que l'Afrique, sourire et espérance du monde, compte davantage : qu'on en parle davantage, qu'elle ait plus de poids et de représentation parmi les nations !

Une diplomatie de l'homme pour l'homme, des peuples pour les peuples, doit se déployer, selon laquelle les opportunités de croissance des personnes soient au centre, et non le contrôle des zones et des ressources, les visées d'expansion et l'augmentation des profits.

En regardant ce peuple, on a l'impression que la Communauté internationale s'est presque résignée à la violence qui le dévore. Nous ne pouvons pas nous habituer au sang qui coule dans ce pays, depuis des décennies désormais, faisant des millions de morts à l'insu de beaucoup. Il faut que l'on sache ce qui se passe ici, que les processus de paix en cours, -que j'encourage de toutes mes forces soient soutenus dans les faits et que les engagements soient tenus. Grâce à Dieu, il y en a qui contribuent au bien de la population locale et à un réel développement à travers des projets efficaces : non pas des interventions de pure assistance, mais des plans visant à une croissance intégrale. J'exprime toute ma gratitude aux pays et aux organisations qui fournissent des aides substantielles en ce sens, en contribuant à la lutte contre la pauvreté et les maladies, soutenant l'État de droit et promouvant le respect des droits humains. Je forme le vœu qu'ils puissent continuer à jouer pleinement et courageusement ce noble rôle.

Revenons à l'image du diamant. Une fois travaillé, sa beauté provient également de sa forme, de ses nombreuses facettes harmonieusement disposées. Ce pays, riche de son pluralisme typique, a lui aussi un caractère polyédrique. C'est une richesse qui doit être conservée, en évitant de glisser dans le tribalisme et la confrontation. Prendre obstinément parti pour sa propre ethnie ou pour des intérêts particuliers, alimentant des spirales de haine et de violence, tourne au détriment de tous en bloquant la nécessaire "chimie de l'ensemble". À propos de chimie, il est intéressant de noter que les diamants sont constitués des seuls atomes de carbone, lesquels, s'ils étaient reliés différemment, formeraient du graphite. La différence entre la luminosité d'un diamant et l'obscurité du graphite provient de la manière dont les atomes individuels sont disposés dans le réseau cristallin. Cette métaphore exprime le fait que le problème n'est pas la nature des hommes ou des groupes ethniques et sociaux, mais la manière dont on décide d'être ensemble. La volonté ou non de se rencontrer, de se réconcilier et de recommencer fait la différence entre l'obscurité du conflit et un avenir lumineux de paix et de prospérité.

Chers amis, le Père céleste veut que nous sachions nous accueillir comme les frères et sœurs d'une même famille, et travailler à un avenir qui soit avec les autres et non contre les autres. "Bintu bantu": c'est ainsi que l'un de vos proverbes rappelle très bien que, la vraie richesse, ce sont les personnes et les bonnes relations entre elles. En



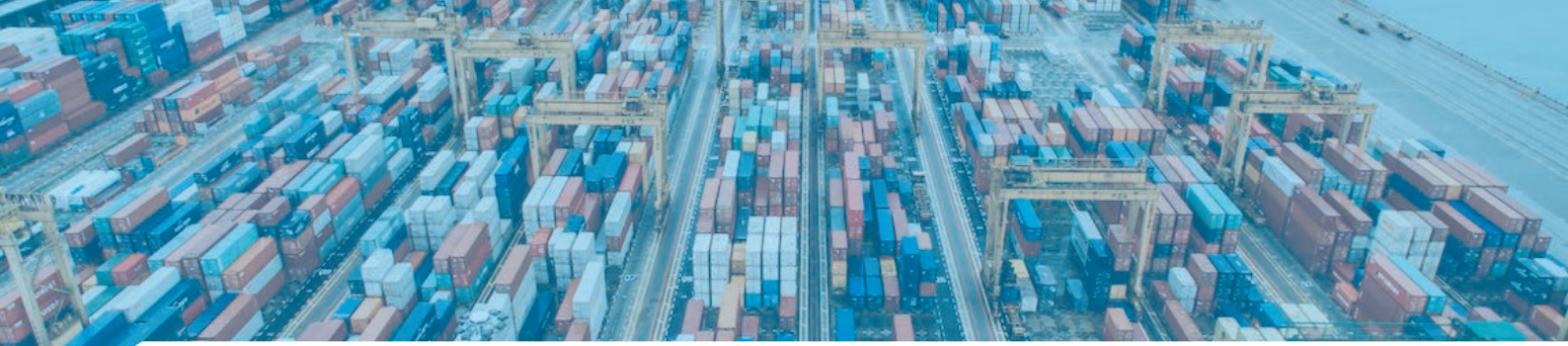
particulier, les religions, avec leur patrimoine de sagesse, sont appelées à y contribuer, par un effort quotidien de renoncement à toute agressivité, prosélytisme et contrainte, qui sont des moyens indignes de la liberté humaine. Quand on en vient à imposer, en allant à la chasse aux fidèles, de manière aveugle par la ruse ou par la force, on ravage la conscience d'autrui et on tourne le dos au vrai Dieu, parce que-ne l'oublions pas- « là où l'Esprit du Seigneur est présent, là est la liberté » (2Co3,17). Les membres de la société civile, dont certains sont ici présents, jouent également un rôle essentiel dans la construction d'un avenir de paix et de fraternité. Ils ont souvent démontré qu'ils savaient s'opposer à l'injustice et au délabrement, au prix de grands sacrifices, pour défendre les droits humains, la nécessité d'une éducation solide pour tous et une vie plus digne pour chacun. Je remercie sincèrement les femmes et les hommes, en particulier les jeunes de ce pays, qui ont souffert à divers degrés pour cela, et je leur rends hommage.

Le diamant, dans sa transparence, réfracte admirablement la lumière qu'il reçoit. Beaucoup d'entre vous brillent par le rôle qu'ils jouent. Celui qui détient des responsabilités civiles et gouvernementales est appelé à agir avec une clarté cristalline, en vivant la fonction reçue comme un moyen de servir la société. Le pouvoir n'a de sens en effet que s'il devient service. Combien il est important d'agir dans cet esprit, en fuyant l'autoritarisme, la recherche de gains faciles et la soif d'argent que l'apôtre Paul désigne comme « la racine de tous les maux » (1 Tm 6,10). Et en même temps, favoriser des élections libres, transparentes et crédibles ; étendre davantage aux femmes, aux jeunes et aux groupes marginalisés, la participation au processus de paix ; rechercher le bien commun et la sécurité des personnes plutôt que les intérêts personnels ou de groupes ; renforcer la présence de l'État partout sur le territoire. Que l'on ne se laisse pas manipuler, et moins encore acheter, par ceux qui veulent maintenir le pays dans la violence afin de l'exploiter et de faire des affaires honteuses : cela n'apporte que discrédit et honte, avec la mort et la misère. Au contraire, il est bon de se rapprocher des personnes pour se rendre compte de la manière dont ils vivent. Elles font confiance lorsqu'elles sentent que les gouvernants sont réellement proches, non pas par calcul ou par exhibition, mais par service.

Dans la société, ce sont souvent les ténèbres de l'injustice et de la corruption qui obscurcissent la lumière du bien. Il y a des siècles, saint Augustin, né sur ce continent, se demandait déjà : « Si la justice n'est pas respectée, que sont les États, sinon des bandes de voleurs ? » (De civ. Dei, IV,4). Dieu est du côté de ceux qui ont faim et soif de justice (cf. Mt 5,6). Il ne faut pas se lasser de promouvoir dans tous les domaines le droit et l'équité, en luttant contre l'impunité et la manipulation des lois et de l'information.

Un diamant sort de la terre authentique mais brut, nécessitant un travail. De même, les diamants les plus précieux de la terre congolaise que sont les enfants de cette nation doivent pouvoir bénéficier de véritables opportunités éducatives qui leur permettent de mettre pleinement à profit leurs brillants talents. L'éducation est fondamentale : elle est la voie de l'avenir, la route à emprunter pour atteindre la pleine liberté de ce pays comme du continent africain. Il est urgent d'y investir afin de préparer des sociétés qui seront fortes si elles sont bien instruites, autonomes si elles sont pleinement conscientes de leurs potentialités et capables de les développer avec responsabilité et persévérance. Mais beaucoup d'enfants ne vont pas à l'école : combien, au lieu de recevoir une éducation digne de ce nom, sont exploités ! Trop d'entre eux meurent, soumis à des travaux asservissants dans les mines. Aucun effort ne doit être ménagé pour dénoncer le fléau du travail des enfants et y mettre fin. Combien de filles sont marginalisées et violées dans leur dignité ! Les enfants, les jeunes filles, les jeunes sont l'espérance : ne permettons pas que celle-ci soit effacée, cultivons-la avec passion !

Le diamant, don de la terre, appelle à la sauvegarde de la création, à la protection de l'environnement. Située au cœur de l'Afrique, la République Démocratique du Congo abrite l'un des plus grands poumons verts du monde, qui doit être préservé. Comme pour la paix et pour le développement, dans ce domaine également une collaboration large et fructueuse est importante, permettant d'intervenir efficacement, sans imposer des modèles extérieurs plus utiles à ceux qui aident qu'à ceux qui sont aidés. Nombreux sont ceux qui ont demandé à l'Afrique de s'engager et qui ont offert des aides afin de lutter contre le changement climatique et le coronavirus. Ce sont certainement des opportunités à saisir, mais il y a surtout besoin de modèles sanitaires et sociaux qui ne répondent pas seulement aux urgences du moment mais contribuent à une croissance sociale effective : des structures solides et du personnel honnête et compétent pour surmonter les graves problèmes comme la faim et la malaria qui entravent le développement à sa naissance.



Enfin, le diamant est le minéral d'origine naturelle qui présente la plus grande dureté. Sa résistance aux produits chimiques est très grande. La répétition continuelle des attaques violentes ainsi que les nombreuses situations de détresse pourraient affaiblir la résistance des Congolais, miner leur force d'âme, les conduire à se décourager et à s'enfermer dans la résignation. Mais, au nom du Christ qui est le Dieu de l'espérance, le Dieu de toute possibilité qui donne toujours la force de recommencer, au nom de la dignité et de la valeur des diamants les plus précieux de cette terre splendide que sont ses habitants, je voudrais inviter chacun à un nouveau départ social courageux et inclusif. L'histoire lumineuse mais blessée du pays l'exige, les jeunes et les enfants en particulier l'implorent. Je suis avec vous et j'accompagne par la prière et la proximité tout effort pour un avenir pacifique, harmonieux et prospère de ce grand pays. Que Dieu bénisse la nation congolaise tout entière !

3. Les préparatifs des élections

C'est depuis le 24 décembre 2022 que les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs ont été lancées dans dix provinces, constituant la première aire opérationnelle. Malgré les critiques liées aux aspects logistiques dans bon nombre de centres d'inscriptions, la Commission Electorale Nationale Indépendante s'est dite confiante et optimiste de pour voir tenir le pari des élections en décembre 2023.

Le gouvernement congolais a confirmé qu'il met à la disposition de la centrale électorale tous les moyens dont elle a besoin pour réussir le pari de l'organisation des élections dans le délai constitutionnel.

A cet effet, au cours d'une conférence de presse tenue à Washington le mercredi 25 janvier, le porte-parole du département d'Etat américain, Ned Price a souligné que selon les USA, il est indispensable de créer les conditions propices à l'organisation des élections « libres et équitables ». Les USA insistent sur la tenue des élections libres et équitables dans le respect du délai constitutionnel en République démocratique du Congo (RDC). Pour Washington, il est plus que nécessaire que les Congolais puissent élire leurs dirigeants conformément aux échéances fixées par la Constitution. « *Le président Tshisekedi et son gouvernement se sont engagés à le faire, se sont engagés à réaliser des élections libres et équitables. Nous continuerons d'être un partenaire là où cela est utile à nos partenaires en*

RDC, et nous attendons avec impatience ces élections libres et équitables en RDC plus tard cette année », a déclaré Ned Price.

Dans les états-majors des partis politiques, il y a des réactions qui sont enregistrées chaque jour, pour la plupart focalisées sur le premier mois des opérations d'enrôlement des électeurs.

S'exprimant le jeudi 5 janvier 2023 au cours d'une réunion élargie des secrétaires nationaux, des exécutifs communaux et quelques cadres au siège national dans la commune de la Gombe, Emmanuel Ramazani Shadary s'est exprimé en sa qualité de secrétaire permanent Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), afin de fixer l'opinion sur le processus électoral en cours. A cette occasion, il a rappelé la position inchangée de son parti en ces termes : « *aussi longtemps que les préalables du PPRD ne sont pas pris en compte pour les élections transparentes et apaisées, le processus électoral tel qu'enclenché par les opérations d'enrôlement des électeurs ne nous concernent pas* ».

Selon lui, les préalables du PPRD sont notamment une CENI consensuelle et inclusive ; une loi électorale qui rassure toutes les parties prenantes ; une Cour Constitutionnelle impartiale et la sécurité dans l'ensemble du territoire national. A cet effet, son parti le PPRD exige les élections inclusives, transparentes, crédibles et apaisées qui doivent impérativement se tenir avant le 31 décembre 2023 conformément

aux délais légal et constitutionnel. Le PPRD n'est pas disposé à accepter un discours fallacieux du report des élections et l'exclusion intentionnelle des candidats au processus électoral en cours, au cas contraire l'article 64 sera d'application. Cette disposition autorise tout Congolais à faire obstacle à toute personne voulant prendre le pouvoir ou l'exercer en violation de la Constitution.

Intervenant pour le compte du Front commun pour le Congo (FCC), Félix Kabange Numbi a rappelé qu'ils avaient tout dit quand on entamait ce processus électoral. Et qu'ils avaient prévenu le peuple congolais qu'il ne faut rien attendre du processus électoral en cours. Et d'ajouter que "Ce qui se passe après le début de l'enrôlement dans la première aire opérationnelle leur donne totalement raison. Ce qui se passe aujourd'hui présage déjà de ce que seront les élections de 2023 : hypothétiques. Tout le monde se rend compte que ce calendrier irréaliste ne sera pas respecté", a soutenu Félix Kabange Numbi. Pour lui, " l'on ne peut pas entamer ce processus électoral avec une CENI qui n'est représentative que d'une seule famille politique, une CENI monocolore", soutenant qu'il fallait reconfigurer le bureau de la CENI pour un processus équitable. Il en est également de la Cour constitutionnelle qu'il fallait recomposer et de la loi électorale qu'il convient de revisiter.

Dans le même registre, l'Alliance des forces pour le bien-être des Congolais (AFBC) de Nene Ilunga Nkulu, a déclaré aussi "non concernée" par le processus électoral en cours. Ce parti met en garde les animateurs de la commission électorale et les invite à s'inscrire dans une démarche politique responsable pour sauver le processus électoral controversé.

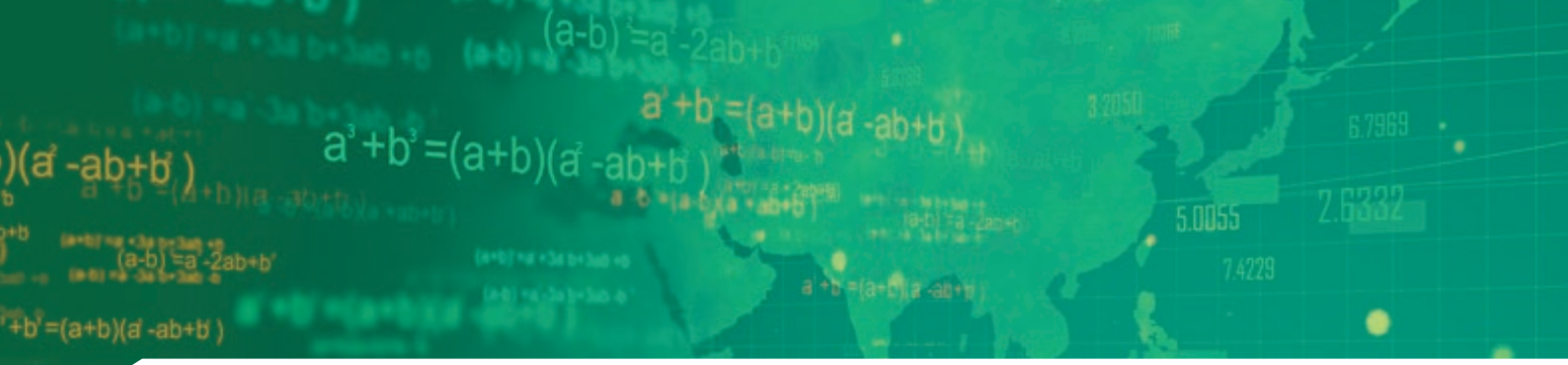
Au cours d'une conférence de presse tenue à Kinshasa le mercredi 11 janvier, Dieudonné Bolengetenge secrétaire général de l'Ensemble pour la République a

appelé la CENI à corriger les failles constatées dans les centres des opérations d'enrôlement des électeurs.

Il a souligné qu'à la lumière de ce qui est décrié par les gens qui étaient dans les centres d'enrôlement, son parti espère que la CENI va se corriger et va accélérer le rythme et rattraper le temps perdu, et en tirer les leçons pour les autres aires opérationnelles où, elle n'a pas encore commencé.

Enfin, appelant les cadres du parti à s'investir totalement dans la campagne d'enrôlement qui a commencé dans le pays, il a fait savoir que son parti a opté de poursuivre avec le processus électoral, devant mener aux élections générales du 20 décembre 2023. « Face à la volonté d'organiser la fraude affichée par certains, décriées et dénoncée par d'autres, ils ont choisi de refuser la résignation mais plutôt de faire face et de se battre.

Intervenant pour le compte de Lamuka, Martin Fayulu a soutenu que la Commission électorale nationale indépendante (CENI) est appelée à constater « l'incompétence » de son président, Denis Kadima et d'en tirer toutes les conséquences. En effet, après avoir dressé un bilan « chaotique et désastreux » des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs dans la première aire opérationnelle, Lamuka juge « incompréhensible » qu'après trois cycles électoraux, la CENI ne puisse pas être capable de mener avec efficacité les opérations d'enrôlement des électeurs. Au nombre des critiques formulées, figurent : la lenteur des opérations d'enrôlement, le nombre d'enrôlés par kit est de loin inférieur aux estimations de la CENI. Par ailleurs, la corruption a élu domicile dans les centres d'enrôlement, l'on a observé le monnayage des places et des attestations de pertes des pièces ; ce qui décourage les citoyens et vide le processus de son intégrité.



Par contre du côté du parti présidentiel, c'est son secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Augustin Kabuya, qui a commenté l'actualité politique notamment le processus électoral devant les militants. A cet effet, s'adressant aux cadres et membres du PPRD qui ont choisi de boycotter le processus électoral, Kabuya a voulu leur prodiguer quelques « conseils », en affirmant respecter leur décision, expression d'une véritable démocratie ; une décision tout de même suicidaire- dont on connaît bien ses conséquences à l'UDPS, qui en son temps, avait boycotté les élections de 2006 qui avaient débouché sur la première élection de Joseph Kabila à la tête du pays après un face-à-face au deuxième tour avec Jean-Pierre Bemba. Depuis, son parti n'a plus boycotté les élections.

Intervenant au cours d'une conférence de presse à Bukavu, Denis Mukwege a pour sa part, appelé à une « révolution démocratique » pour empêcher toute fraude électorale aux prochaines élections de décembre 2023 et éviter les erreurs des scrutins passés.

Enfin, au cours d'un point de presse organisé le 28 janvier 2023, axée sur la sensibilisation de la population à l'enrôlement des électeurs, le Sénateur Matata Ponyo Mapon, Président National du parti politique Leadership et Gouvernance pour le Développement LGD en sigle a appelé la population à s'enrôler massivement et se préparer aux élections de décembre 2023. Il a à l'occasion, dénoncé tous les écueils relevés au cours de ce processus électoral et la mauvaise gouvernance du régime en place.

3. Perspectives politiques et économiques

Sur le plan politique

Le refus du M23 de se retirer des positions occupées depuis plusieurs mois, en dépit des appels des USA, de l'Union Européenne laissent présager une continuité de la guerre avec tout ce que cela implique : déplacements constants et massifs des populations, catastrophe humanitaire, et à la longue lentement mais sûrement, la balkanisation tant redoutée !

Aussi, l'échec de la diplomatie et l'entêtement du M23 soutenu par le Rwanda qui semble avoir levé l'option de renforcer sa présence sur le territoire en faisant la sourde oreille de tous les appels à la cessation de ses appuis, il y a lieu de redouter la confrontation directe entre les deux armées (FARDC et RDF). En témoigne, la récente attaque au missile par l'armée rwandaise sur l'un des avions de chasse des FARDC qui atterrissait à Goma. La RDC est-elle prête à imposer la paix, en sécurisant ses frontières ?

Sur le plan politique, les départs des ténors du FCC vers l'Union Sacrée, lesquels vont certainement se poursuivre tout au long de cette année électorale, sont une démonstration d'une inconstance et surtout d'une transhumance politique qui ne peut cesser au fur et à mesure que le pays avance vers les échéances électorales, du fait du positionnement de certains acteurs. De ce fait, il faut s'attendre aux décompositions et recompositions des partis et regroupements politiques. Mais la question qui demeure est celle de savoir à quelle fin continuerait-on à créer les partis qui avoisinent déjà le millier !

Par ailleurs, il y a lieu de redouter que l'on réveille les vieux démons de la haine tribale et de division, du fait des discours politiques irresponsables axés notamment sur des attaques personnelles et des insultes sur des individus qui entraînent des tensions entre les communautés.

Il y a, dans cette crainte formulée ici, un axe majeur qui prend sur lui les plus grandes contradictions, c'est l'axe Kasai-Katanga. Telle que la chose se profile à l'horizon et au regard des antécédents entre ces deux communautés, il y a lieu de craindre la résurgence des vieux démons qui vont fragiliser la cohésion nationale et entraîner le pays dans un cycle de violence sans fin. Pour se convaincre d'une telle possibilité, il suffit de se projeter sur des événements survenus à Mbuji-Mayi et à Lubumbashi où des groupes antagonistes ont développé des propos absolutistes et seront sans doute preneurs pour des batailles rangées. Comment faire passer le message à ceux qui alimentent les zones sensibles et fabriquent des motifs d'intolérance entre les différentes communautés ? Au travers de l'histoire, l'antagonisme entre les leaders Kasaiens et les leaders Katangais a eu un impact négatif sur le pays avec des blessures qui sont restées ouvertes avec un risque élevé de réinfection des pôles sociaux. L'adversité politique normale est en train de devenir une animosité mortelle.

Enfin, si les ratés constatés lors des opérations d'enrôlement lancées par la CENI dans la première aire opérationnelle, ne trouvent pas de correctifs, celles se poursuivant dans la deuxième aire opérationnelle, risquent d'impacter sur le calendrier, avec aussi des effets inévitables sur le défi lié au respect du délai constitutionnel.

Sur le plan économique

Les perspectives économiques de 2023 ne sont pas encourageantes. En effet, la déstabilisation perpétuelle de la partie Est du pays suite aux incursions des milices rebelles (notamment le M23) ainsi que le conflit entre la RDC et le Rwanda, suite au soutien logistique et militaire que ce dernier apporte au M23 pour déstabiliser la partie Est de la RDC, constituent

un frein important en matière de sécurisation et attraction des investissements au pays. Aussi, la dépréciation de la monnaie nationale, la montée des prix du carburant et des denrées alimentaires, le risque d'une résurgence de la pandémie de la Covid-19 avec des possibilités d'assister à des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement tel que ce fut le cas lors de précédentes vagues de la pandémie, les différents rebondissements et tensions qui peuvent surgir du processus électoral encours peuvent impacter négativement l'économie du pays. A ceci s'ajoute la poursuite de l'invasion russe en Ukraine qui alimente les incertitudes en rapport avec les approvisionnements des produits énergétiques et agricoles, avec ses conséquences sur la dynamique des prix desdits produits. Tous ces éléments contribuent à la détérioration des perspectives économiques du pays.

De plus, la corruption et les détournements des deniers publics ainsi que l'accroissement des inégalités au sein de la population constituent des signes précurseurs d'une dégradation de conditions de vie de la population, retardant ainsi l'atteinte des ODD à l'horizon 2030.

En corollaire des faits susdits, dans son dernier rapport, Moody's avait projeté une croissance moyenne du PIB de la RDC à 7% entre 2022 et 2025. L'institution a indiqué que cette croissance serait tirée par le secteur extractif qui devrait continuer à jouer un rôle majeur dans l'économie et devrait continuer à croître d'environ 10 % chaque année. Au-delà du secteur minier, l'économie congolaise devrait enregistrer un rebond des activités dans les autres secteurs tels que celui de services et bénéficier de l'augmentation des dépenses en capital du gouvernement et du niveau croissant d'investissement dans l'économie pour remédier aux principaux goulots d'étranglement des infrastructures. Moody's avait indiqué que la solvabilité de la RDC reste limitée par une série de problèmes de crédit chroniques dont (i) un PIB par habitant très faible; (ii) une faible compétitivité et d'importantes lacunes en matière d'infrastructures qui limitent le potentiel de croissance; (iii) une force institutionnelle encore faible; (iv) et une capacité de financement interne très limitée et une dépendance à l'égard des financements concessionnels externes.

Tous ces éléments montrent que la stabilité économique apparente ne tient pas sur des bases solides. Face à cette situation, il est difficile de prédire une meilleure santé économique dans le moyen et long terme. Ainsi, pour améliorer les perspectives économiques du pays, il y a nécessité pour le Gouvernement de lever des options appropriées et de matérialiser les réformes idoines afin de :

- Asseoir durablement la puissance de l'Etat et résoudre en se dotant d'une armée capable d'assurer la souveraineté du pays et de sécuriser toute l'étendue nationale. Ceci passera par (i) le recrutement et formation de soldats supplémentaires pour renforcer les effectifs de l'armée; (ii) la modernisation des équipements et des technologies de l'armée pour améliorer ses capacités de combat; (iii) l'amélioration des conditions de vie et des salaires des soldats pour les inciter à rester dans l'armée; (iv) le développement de stratégies appropriées de coopération avec les pays voisins fiables pour renforcer la sécurité à la frontière; (v) le renforcement de la coopération avec les communautés locales pour obtenir leur soutien dans la lutte contre les rebellions; (vi) la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des efforts de renforcement de l'armée.
- Engager l'économie congolaise sur le chemin de la diversification. Pour y arriver, le gouvernement devra prendre des mesures appropriées qui vont dans le sens de (i) développer les secteurs agricoles et de la pêche en investissant dans infrastructures, la recherche et développement, et en promouvant les exportations; (ii) favoriser le tourisme en améliorant les infrastructures touristiques, en renforçant la sécurité et en mettant en place des politiques favorisant l'investissement dans ce secteur; (iii) encourager la création des petites et moyennes entreprises (PME) en offrant des incitations fiscales et en facilitant l'accès au financement; (iv) promouvoir la formation professionnelle et la technologie pour renforcer

la compétitivité des entreprises locales ; (v) favoriser les échanges commerciaux avec d'autres pays en négociant des accords de libre-échange et en renforçant les relations diplomatiques ; (vi) favoriser l'investissement étranger en améliorant la stabilité politique et en renforçant la transparence et la gouvernance économique ; et (vii) encourager la diversification des produits miniers en développant la transformation locale des matières premières.

- Accroître la capacité de financement interne par une mobilisation optimale des recettes publiques et l'élargissement de l'assiette fiscale. L'amélioration du niveau de pression fiscale passera par : (i) l'amélioration de la lutte contre l'évasion fiscale par le renforcement des contrôles et sanctions pour les contribuables qui ne déclarent pas leur revenu ou qui utilisent des stratagèmes pour échapper à l'impôt ; (ii) l'élargissement de la base d'imposition par l'identification des secteurs économiques qui échappent à l'imposition en mettant en place des mesures pour y remédier ; (iii) la simplification des procédures d'imposition pour les contribuables afin de les inciter à respecter leurs obligations fiscales ; (iv) la mise en place des systèmes de déclaration automatisés pour les contribuables afin de réduire les erreurs et les omissions ; (v) le renforcement la capacité des autorités fiscales en matière de collecte et analyse des données pour améliorer la prévision des recettes et la détection des infractions fiscales ; et (vi) le renforcement de la coopération entre la RDC et les autorités fiscales d'autres pays frontaliers afin de lutter contre l'évasion fiscale transfrontalière.
- Résoudre définitivement les importantes lacunes en matière de construction/réhabilitation des infrastructures diverses pour booster le potentiel de croissance. Pour y arriver, il y a nécessité pour le gouvernement de : (i) mettre en place une planification stratégique pour la construction des infrastructures ; (ii) améliorer la transparence et

la responsabilité financière en implémentant des systèmes de contrôle et de suivi rigoureux ; (iii) favoriser les investissements publics et privés pour accélérer la construction et la réhabilitation des infrastructures ; (iv) encourager la participation de la société civile dans la planification et la mise en œuvre des projets d'infrastructure ; (v) mettre en place des systèmes de contrôle de la qualité pour garantir la durabilité des infrastructures construites ; et (vi) sensibiliser les populations locales aux avantages des infrastructures adéquates pour leur développement économique.

- Renforcer les mécanismes de suivi et contrôle des institutions financières afin de permettre à la Banque Centrale du Congo de jouer pleinement son rôle, notamment avec sécurisation des dépôts du public et le maintien de la stabilité du secteur financier.
- Stimuler l'investissement privé, notamment par : (i) la création d'un environnement favorable aux affaires (réglementation, fiscalité, stabilité politique, réduction de la corruption, etc.) ; (ii) le développement d'infrastructures (routes, énergie, communication, etc.) ; (iii) l'amélioration de la gouvernance et de la transparence ; (iv) la promotion des secteurs clés (agriculture, tourisme, technologie, etc.) ; (v) le soutien à la petite et moyenne entreprise (PME) ; (vi) l'encouragement à la coopération internationale et aux partenariats public-privé ; et (vii) la sensibilisation aux opportunités d'investissement et promotion de l'image du pays ; etc.

DIFFERENTES PUBLICATIONS DE CONGO CHALLENGE

1. REVUE CONGO CHALLENGE (LE SEMESTRIEL)

Le Semestriel (Revue Congo Challenge) est un périodique scientifique complètement désintéressé, publié chaque semestre, avec pour objectif principal de promouvoir des études scientifiques visant à contribuer à l'avancement des connaissances en sciences économiques et à offrir aux opérateurs économiques ainsi qu'aux décideurs politiques, un ensemble des recettes susceptibles d'éclairer leur prise de décision ou de justifier suivant une base scientifique avérée leur prise de décision.



2. BULLETIN QUADRIMESTRIEL

La présente publication paraît chaque trimestre et offre un aperçu général et précis sur les évolutions économique et politique au niveau national, régional et mondial. Il permet au lecteur d'ajuster ses prévisions en fonction des évolutions observées ou de faire des anticipations tenant compte du paquet d'informations disponibles.



3. LE MENSUEL

La présente publication paraît chaque mois, elle offre un aperçu factuel des indicateurs économiques et présente les faits saillants ayant caractérisé la situation politique mensuelle du pays.



4. RAPPORTS ANNUELS



MODULES D'INTERVENTION DE CONGO CHALLENGE

1. Formation
2. Assistance
3. Conseil
4. Lobbying
5. Réalisation des études
6. Organisation des conférences
7. Appui au management de qualité
8. Appui à la conception des programmes économiques du gouvernement
9. Appui aux politiques de mobilisation des recettes publiques
10. Appui stratégique aux gouvernements dans le suivi-évaluation des programmes économiques
11. Contrôle-qualité des travaux

LES VALEURS DE CONGO CHALLENGE

Congo Challenge croit aux valeurs cardinales dont il se veut le véhicule.
Ces valeurs reposent sur :

- L'abnégation ;
- Le sacrifice ;
- Le travail acharné.

Aussi, les ambitions du Think tank sont traduites à travers trois vertus
que sont :

- L'éthique ;
- La morale ;
- La bonne gouvernance.

Comment tenir en laisse une bande de « nègres » ?

Tu isolés les plus vaillants en les diabolisant et tu promeus les plus médiocres en leur octroyant des privilèges indus. Conscient de cette escroquerie, ces derniers seront encore plus agressifs envers les premiers pour préserver leurs privilèges.

Dixit Machiavel

ÉVOLUTION DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Mensuel Numéro 69

Publié en Février 2023

Février 2023. Copyright©CongoChallenge2023
364, Boulevard du 30 juin, Immeuble Kiyo ya Sita, 5ème étage, local 501,
Kinshasa/Gombe, RD Congo +243 812763003

www.congochallenge.cd/info@congochallenge.cd